

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA
COLONIE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE
D'ANIANE

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

ANDRÉ MAILHOL

DIPLOMÉ ÈS SCIENCES PÉNALES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

Examineurs
de la Thèse

MM. GABOLDE, *Président*,

VIALLETON,

TEILLARD.

Assesseurs

MONTPELLIER

IMPRIMERIE CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU

19, Avenue de Toulouse, 19

—
1927

**LA
COLONIE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE
D'ANIANE**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA
COLONIE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE
D'ANIANE

THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

ANDRÉ MAILHOL

DIPLOMÉ ÈS SCIENCES PÉNALES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

Examineurs
de la Thèse

MM. GABOLDE, *Président.*

VIALLETON,

TEILLARD.

Assesseurs.

MONTPELLIER

IMPRIMERIE CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU

19, Avenue de Toulouse, 19

—
1927

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

M.M. VALÉRY, Doyen honoraire, professeur de Droit commercial et de Droit privé international.

MOYE, Doyen, professeur de Droit international public.

MORIN, professeur de Droit civil.

BECQUÉ, professeur de Droit civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie politique.

BOSC, professeur de Procédure civile.

VIALLETON, professeur de Droit civil.

VIARD, professeur d'Histoire du Droit.

GUENOUN, professeur de Droit romain.

GABOLDE, professeur de Droit criminel.

DIJOL, chargé du cours de Législation industrielle.

TEILLARD, chargé de cours d'Economie politique.

MAGNAN DE BORNIER, chargé de cours de Droit Constitutionnel.

COURTIN, chargé de cours d'Economie Politique.

VIGIÉ, doyen honoraire.

LABORDE, professeur honoraire.

DUBOIS, secrétaire.

ROCHETTE, secrétaire honoraire.



MEMBRES DU JURY

MM. GABOLDE, *Président*.

VIALLETON,

TEILLARD.

} *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA COLONIE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE D'ANIANE

INTRODUCTION

§ 1. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le délit chez l'enfant est la conséquence d'une mauvaise éducation ou même, bien souvent, le symptôme d'une maladie morale qu'il s'agit de guérir et non de punir. L'enfant n'est pas un criminel, c'est un malheureux qu'il faut, au plus vite, soustraire aux mauvais exemples, à la contagion du vice. Ces principes ont, aujourd'hui, pénétré toutes les législations et provoqué la distinction nécessaire entre le criminel adulte et l'enfant coupable. Pour ce dernier, il ne faut plus parler de répression, mais de préservation et d'éducation.

Il nous est particulièrement agréable d'enregistrer, à ce point de vue, les améliorations qui ont été apportées en France à la législation applicable à l'enfance.

Le Code Pénal de 1810 prévoyait, en son article 66, que les enfants acquittés pour défaut de discernement et non remis à leurs parents « devaient être conduits dans une maison de correction pour y être élevés et détenus pendant un nombre d'années à déterminer par

le jugement, sans pouvoir toutefois dépasser la vingtième année ». L'application de ce texte offrait une difficulté insurmontable : il n'existait pas de « maison de correction » et les mineurs étaient toujours confondus avec les condamnés adultes. C'est alors que l'initiative privée vient heureusement donner l'exemple : en 1839, M. Demetz fonde la Colonie de Mettray ; mais ce n'est qu'en 1850 que le législateur consacre enfin le système d'éducation appliqué dans cette première « colonie ».

La loi du 5 août 1850, décide :

« ARTICLE PREMIER. — Les mineurs des deux sexes détenus à raison de crimes, délits, contraventions aux lois fiscales, ou par voie de correction paternelle, reçoivent, soit pendant leur détention préventive, soit pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires, une éducation morale, religieuse et professionnelle...

ART. 3. — Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'art. 66 du Code Pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents sont conduits dans une colonie pénitentiaire; ils y sont élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire.

ART. 4. — Les colonies pénitentiaires reçoivent également les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois et qui n'excède pas deux ans.

ART. 5. — Les colonies pénitenciaires sont des établissements publics et privés ».

Ces dispositions qui prévoient la création de « colonies pénitenciaires » pour les mineurs du sexe masculin acquittés comme ayant agi sans discernement et non remis à leurs familles, et tous les mineurs, condamnés, comme discernants, à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, sont complétées par les articles 10 et 16 de la même loi : des colonies correctionnelles reçoivent les condamnés à plus de deux ans et les insubordonnés ; des maisons pénitenciaires reçoivent toutes les jeunes filles acquittées ou condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque.

Postérieurement à la loi de 1850, la nomenclature des établissements qui avaient été prévus, s'est enrichie d'une nouvelle variété : Les écoles de réforme destinées aux enfants de moins de 12 ans. Mais, depuis la loi du 22 juillet 1912 qui a créé la période d'irresponsabilité jusqu'à 13 ans, on ne dirige plus sur les écoles de réforme que les enfants pour lesquels le magistrat instructeur ou le Tribunal Civil ont jugé utile ce mode de classement. La loi de 1912 est encore venue modifier sur un point les dispositions de l'article 66 du Code Pénal, en permettant au Tribunal de confier, le cas échéant, les mineurs de 13 à 18 ans acquittés comme ayant agi sans discernement à une personne ou à une institution charitable (patronage). Cette énumération rapide nous donne un aperçu des progrès réalisés en France depuis un siècle.

Nous ne rappellerons par les efforts accomplis par les particuliers pour répondre au vœu de la loi et aider à

son application. Nous n'approfondirons pas davantage les raisons qui ont poussé les pouvoirs publics, malgré les termes de la loi de 1850 (1), à créer des colonies publiques auxquelles par la suite a été reconnu une prépondérance injustifiable. Ce sont autant de questions qui nous entraîneraient en dehors du sujet qui nous intéresse.

Nous nous proposons d'étudier une des catégories d'établissements destinés aux jeunes délinquants : « Les colonies publiques pénitenciaires », plus particulièrement, une de ces colonies publiques, celle d'Aniane. Non pas qu'elle offre un intérêt particulier, malgré son caractère assez spécial, mais surtout pour rechercher si les nombreuses et vives critiques, que l'on a formulées contre elle sont fondées. Comme, d'autre part, le régime de nos colonies publiques est à peu près le même partout, notre sujet pourra, semble-t-il, avoir une portée plus générale et nous permettre de répondre indirectement à la question suivante : L'amendement de l'enfance coupable est-il possible dans les Etablissements organisés par l'Etat ?

(1) L'article 6 de la loi de 1850, prévoit, en effet, que : Dans les cinq ans qui suivront la promulgation de la présente loi, les particuliers ou les associations qui voudront établir des colonies pénitenciaires pour les jeunes détenus formeront, auprès du Ministre de l'Intérieur (aujourd'hui Ministre de la Justice), une demande en autorisation, et produiront à l'appui les plans, statuts et règlements intérieurs de ces établissements...

« A l'expiration des cinq années, si le nombre total des jeunes détenus n'a pu être placé dans des établissements particuliers, il sera pourvu, aux frais de l'Etat, à la fondation des colonies pénitenciaires ».

Le décret du 13 mars 1911 a rattaché l'Administration pénitenciaire au Ministère de la Justice.

On l'a souvent répété depuis F. Coppée : Les colonies publiques « sont des bagnes où des créatures irresponsables sont soumises à toutes les souffrances morales et physiques et où il n'y a pas plus de charité dans le cœur des chefs que du beurre dans la ratatouille des cuisines ». Cette phrase écrite, il y a bientôt trente ans, résume cependant encore toutes les critiques dont sont l'objet nos colonies pénitentiaires. Certains n'hésitent pas à dire, bien haut, qu'elles sont de véritables prisons où la jeunesse se corrompt au lieu de s'amender ; où les enfants mal soignés, menés ferrule en main, deviennent sournois et apprennent à dissimuler leur véritable caractère sous une apparente soumission ; d'autres prétendent que ces jeunes « détenus » sont exploités odieusement par les entrepreneurs pour le compte desquels ils travaillent ; les statistiques, les inspections n'ont pour eux aucune valeur, les résultats obtenus sont déplorables. Quel cas doit-on faire de ces opinions ? Les explications que nous fournirons sur le fonctionnement de la colonie d'Aniane, nous permettront de les discuter avec impartialité.

Mais d'ores et déjà il est possible de dire que la conception de ceux qui déconsidèrent le régime pénitentiaire applicable à l'enfance est absolument fausse ; il est cependant pénible de constater que tous ces détracteurs trouvent des oreilles complaisantes (1), et que le public ne fait malheureusement aucune différence entre

(1) Un agent faisant partie du service pénitentiaire, nous a déclaré : « Les colonies ? Ce sont des bagnes et 90 p. 100 de ceux qui viennent plus tard dans nos prisons sont des anciens colons ».

la colonie pénitentiaire et la Maison Centrale. Ce sont pour lui « des endroits où l'on enferme les criminels » ; nous verrons que cela a une très grosse influence sur les résultats obtenus dans le redressement de l'enfance.

Il s'agit de modifier cette conception si éloignée de la vérité et de faire cesser la suspicion qui pèse depuis longtemps, sans raison, sur les colonies pénitentiaires. Tâche ingrate et difficile ! D'autant plus que, dans certains milieux de juristes, on croit aussi à la faillite du système pénitentiaire appliqué aux jeunes délinquants. Le législateur lui-même n'a-t-il pas considéré l'envoi dans une colonie pénitentiaire comme une mesure extrême à ne prononcer qu'en désespoir de cause. Nous avons vu que la loi de 1912 prévoyait que les mineurs de 13 à 18 ans, non discernants, pourraient désormais « être remis (dans certains cas) à une personne ou à une institution charitable, ou conduits dans une colonie pénitentiaire ». Ces institutions charitables, ces patronages sont donc aux yeux du législateur un moyen terme entre la remise à la famille et l'envoi en correction, seules mesures qui pouvaient être prises sous l'empire de la loi de 1850. Les juges, eux aussi, considèrent l'envoi en correction comme une pénalité trop forte (1) ; aussi préfèrent-ils, parfois, prononcer une

(1) Le jeune G.... Ernest, 17 ans, évadé du patronage de la rue des Vertus de Marseille où il avait été placé pour une période de 6 mois était acquitté le 5 octobre 1927 par le tribunal de Millau devant lequel il comparaisait sous la prévention de vagabondage et envoyé pendant 1 an dans une colonie pénitentiaire. — Peut-on parler en présence de pareilles décisions de redressement et de rééducation ?

condamnation minime après avoir reconnu que l'enfant avait agi avec discernement. « Cette prévention que ces colonies sont funestes a si bien pénétré l'esprit de nos juges, écrivait en 1888, le pasteur Thénaud, directeur de la Colonie de Sainte-Foy, qu'ils se refusent aujourd'hui à leur confier des enfants que la précocité du crime jette devant les tribunaux. Pour eux, l'envoi en correction est une peine qui diffère de l'emprisonnement ordinaire par le nom et la durée ». C'est encore le même état d'esprit et cette erreur ne pouvait qu'être exploitée dans la foule.

A ce sujet il ne nous semble pas nécessaire de modifier, comme beaucoup le préconisent, l'appellation de « Colonie Pénitentiaire » employée par la loi de 1850. A Aniane notamment, le directeur actuel M. Naud (à la compétence duquel nous rendons hommage) a déjà obtenu que le qualificatif « pénitentiaire » soit remplacé pour l'établissement qu'il dirige par ceux de « Industrielle et Agricole »; il propose maintenant l'appellation « Ecole Industrielle et de Réforme sociale ».

Ces changements ne modifieront pas l'opinion de ceux qui critiquent la Colonie pénitentiaire. C'est exactement, écrivait M. Puirabaud, comme si l'on disait: « Voilà une jeune femme qui vient de la maison charitable de Saint-Lazare », on ne croirait pas qu'elle vient d'un collège de jeunes filles ». Il y aurait cependant dans ce même ordre d'idées, un avantage considérable à supprimer de la loi de 1850 et des lois postérieures (1),

(1) La loi du 22 février 1921 dans son article 21 emploie également les mêmes termes: « il sera conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu... ».

l'expression impropre de « jeunes détenus », qui tend à établir une confusion entre la prison et la colonie. Les mineurs, tout au moins ceux acquittés comme ayant agi sans discernement, ne sont pas juridiquement des « détenus » puisqu'ils n'ont pas été reconnus coupables. La dénomination « pupilles » serait plus exacte et plus conforme au système d'éducation et de préservation applicable à ces enfants.

Pour arriver à transformer l'opinion, il faudrait que des conférenciers compétents répandent les théories élaborées par les spécialistes de ces questions pénitentiaires (tout le monde ne lit pas le *Bulletin de la Société générale des Prisons*), qu'ils apprennent au « public » la situation exacte des établissements destinés à recevoir les enfants coupables; jusqu'ici on a décrit nos « colonies » sous leur aspect le plus défavorable.

Il conviendrait encore de répondre par des articles de presse aux campagnes tendancieuses menées par certains journaux. Il serait facile d'organiser une pareille propagande, car il existe toujours des âmes charitables prêtes à se dévouer pour une aussi noble cause.

§ 2. — HISTORIQUE DE LA COLONIE D'ANIANE

SA SITUATION. DESCRIPTION SOMMAIRE

Madame Dupuy, inspectrice générale des prisons, exhortait ses collègues en ces termes, au cours d'une séance de la Société générale des prisons, en l'année 1899: « Non, voyez-vous, on ne peut bien juger des questions de cette nature, que lorsqu'on a visité et vu

sur place. J'ai en vain sollicité M. B... qui est un intrépide voyageur... Et je vous adresserai la même prière à vous tous, Messieurs, qui allez, chaque année, en Suisse, en Belgique, en Angleterre. Sans doute, les institutions étrangères ont leur intérêt, mais on ne peut les transporter tout d'une pièce en France où le caractère, les mœurs, sont différents. Etudiez donc d'abord nos maisons avec leurs règles appropriées au caractère des petits français qu'elles ont pour missions de redresser. Vous verrez, qu'elles ne ressemblent en rien au portrait qu'on en a fait trop souvent ».

Nous nous sommes souvenu de cette allocution, et grâce à l'autorisation qu'a bien voulu nous accorder M. le Garde des Sceaux, il nous a été possible de visiter la Colonie pénitentiaire d'Aniane et de « voir sur place » son fonctionnement (1).

Au milieu d'un terrain accidenté, le train de la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local souffle éperduement pendant deux longues heures pour franchir les 33 kilomètres qui séparent Montpellier d'Aniane, chef-lieu de canton de 2.500 habitants.

Cette petite cité, au milieu de ses vignes a, sous notre ciel si bleu, un aspect des plus riants; et devant la richesse de la nature, la douceur du paysage, on ne peut songer qu'avec tristesse à cette écœurante misère de nos temps, la criminalité de l'enfance.

(1) Qu'il nous soit permis de remercier tous ceux qui, par leurs conseils éclairés, ont facilité notre tâche, et particulièrement M. le directeur NAUD, M. le bâtonnier ALMES.

La Colonie est située à l'est de la ville, sur la partie la plus élevée. Elle occupe l'emplacement de l'ancienne abbaye bénédictine fondée au VIII^e siècle par saint Benoit et qui fut transformée d'abord en Maison Centrale. Elle se distingue par une cheminée haute de plus de 20 mètres qui lui donne l'apparence d'une grande usine avec ses bâtiments couverts de tuiles rouges, ses nombreuses fenêtres. Il ne faudrait pas se figurer un ensemble de constructions entassées, entourées de murs très élevés, à l'air sombre d'une prison. Une grille en fer forgé au haut de laquelle se détachent les mots : « Colonie Industrielle et Agricole » s'ouvre sur une allée ombragée de platanes. On a l'impression de pénétrer dans une vaste propriété privée.

L'établissement fut inaugurée, en 1885, sous la direction de M. Narret. A cette époque, l'Administration pénitentiaire essayait de résoudre une difficulté née de l'application stricte de l'article 3 de la loi de 1850. Le système d'éducation agricole qui avait été prévu, était trop exclusif : les jeunes gens venus des grands centres industriels se hâtaient à leur libération de retourner à la ville et, sur le pavé, sans travail, se trouvaient à la merci de mauvaises fréquentations. L'Administration, après avoir élargi la faculté que le législateur donnait d'étendre le travail des enfants « aux principales industries qui se rattachent à l'agriculture » alla plus loin et créa la Colonie industrielle d'Aniane.

Aniane est donc une colonie publique, avant tout industrielle.

Il est intéressant de noter qu'un établissement pénitentiaire privé existait antérieurement, dans l'Hérault,

aux Matelles. Plus tard, les jeunes délinquants furent dirigés sur la « colonie » agricole de Montlobre, commune de Vailhanquès, édifiée par M. J. de Robernier (1). La Maison centrale d'Aniane fut désaffectée à l'époque où était supprimée la colonie de Montlobre; tout naturellement on songea à réorganiser les bâtiments de la Maison Centrale, pour y établir une colonie pénitentiaire. Une partie des constructions appartenant à l'ancien monastère subsiste toujours. Elles sont adossées à l'église Saint-Jean-Baptiste (aujourd'hui église paroissiale) construite en 1863 sur le cimetière de l'Abbaye. La façade principale est en pierre de taille. Au rez-de-chaussée, dans une immense salle voûtée, ancienne chapelle intérieure des moines, des bureaux ont été aménagés; les deux ailes et la façade du bâtiment entourent « la Cour des Cloîtres ». Aux premier et deuxième étages se trouvent les dortoirs cellulaires qui sont desservis par un escalier dit de Saint-Benoît, enrichi d'une magnifique rampe en fer forgé, œuvre d'art de l'époque.

On a transformé en préaux couverts les galeries de la cour des cloîtres où l'on a aussi organisé des magasins, la salle de prétoire, le parloir, la salle des archives et la bibliothèque.

(1) Le Marquis de Forton en devint propriétaire à la suite de vente judiciaire. Il s'intéressa au redressement de l'enfance et remania très heureusement l'œuvre qu'il avait fait sienne. Des raisons politiques auraient obligé le Marquis de Forton à fermer l'établissement (Ces renseignements nous ont été fournis par Mme la Marquise de Forton, actuellement propriétaires des vastes locaux occupés par l'ancienne colonie.)

La Cour d'honneur est entourée de bâtiments réservés aux logements du personnel, au magasin de l'Economat, à la lingerie; ces constructions datent de 1840.

Le Directeur occupe la partie des locaux réservés jadis au Prieur-Supérieur de l'Ordre. Le pavillon du concierge, l'infirmerie, les salles d'école, les cuisines, le réfectoire, les salles de machines (actuellement inutilisées), les ateliers, sont de construction plus modernes; ils augmentent d'une façon considérable la superficie de la colonie (1 hectare 35) et font oublier l'austérité qui semble s'attacher encore aux murs de l'ancien cloître.

Indépendamment des ateliers situés dans des locaux séparés, un grand hall de 85 mètres de long et 14 mètres de large, divisé par de minces cloisons, réunit une centaine de pupilles employés à des travaux mécaniques.

Il est utile de préciser que l'Etat, lors de la création de la colonie, était lié par des traités passés avec des entrepreneurs; ces derniers exploitaient diverses industries dans les ateliers de la Maison Centrale. En 1894, seulement, les marchés étant expirés, le système du travail en régie fut appliqué. L'achat des machines et d'un matériel complet d'outillage, la nomination d'un personnel spécialisé, permirent à l'Administration de faire procéder pour son propre compte à la fabrication d'objets et ustensiles divers, à l'usage des établissements pénitentiaires.

Un mur de 5 mètres de haut isole l'établissement des maisons particulières.

La colonie possède, au surplus, une propriété moyenne assez importante, mise complètement en valeur depuis peu et un magnifique vignoble situé à un kilomètre environ de la ville.

§ 3. — LA COLONIE D'ANIANE PENDANT LA GUERRE

Enfin, avant d'aborder le fond même de notre sujet, nous croyons devoir compléter le rapide historique et la description sommaire que nous venons de faire, en donnant un aperçu de la situation de l'établissement d'Aniane pendant la guerre.

Dans le courant des années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, le nombre des mineurs envoyés à Aniane a varié entre 191 et 280 (ce qui donne pour chaque année, une moyenne de 235). Il est dès lors facile de comprendre les difficultés qu'a éprouvées le personnel de surveillance, réduit par la mobilisation, en présence d'un pareil effectif. Les instituteurs étaient aussi appelés sous les drapeaux et l'enseignement élémentaire qui est donné dans la Colonie, en temps normal, avait été complètement supprimé; seul fonctionnait un cours spécial pour les illettrés. Certains ateliers avaient été fermés; il n'y avait pas de contre-maîtres, les matières premières faisaient défaut et les crédits affectés à l'établissement étaient insuffisants pour permettre d'entreprendre les améliorations prévues.

Cependant, malgré ces perturbations inévitables, cet établissement a rendu de réels services au pays: jusqu'au 31 décembre 1919, les pupilles ont fabriqué dans

l'atelier de cordonnerie d'Aniane: 12.444 paires de chaussures destinées à l'armée, dont 400 paires ont été livrées dès le début des hostilités. Dans la mesure de leurs moyens, les petits « colons » ont donc travaillé à la défense de la Patrie.

D'ailleurs, beaucoup d'entre eux ont pris une part active aux durs combats qui se sont succédés pendant quatre longues années; et sur le nombre impressionnant de ces jeunes gens qui ont, par leur conduite, racheté leur faute, bien peu ont faibli. Tous ont fait preuve d'un courage, d'une activité qui prouvent, avant toute chose, que le redressement de l'enfance coupable n'est pas un leurre. Au fond de ces âmes d'enfants qui ne sont pas encore endurcies, il y a des sentiments généreux; il suffit d'une impulsion pour les faire revivre.

Qu'y a-t-il de plus éloquent que le tableau ci-après, extrait par fragments des différents rapports présentés en 1916, 1917, 1918, 1919, par MM. Just, Dautresme et Becq, directeurs de l'Administration pénitentiaire?

PARTICIPATION DES PUPILLES D'ANIANE AUX HOSTILITÉS

GUERRE 1914-1918

[illegible]

Pour faire une étude aussi complète que possible de l'Etablissement pénitentiaire d'Aniane, nous envisagerons dans une première partie la vie du pupille dans la Colonie, sa situation matérielle et morale. Dans une deuxième partie, nous suivrons l'enfant à sa sortie de l'établissement et nous examinerons les résultats obtenus par le système d'éducation appliqué à Aniane.

Nous serons amenés à critiquer quelquefois, souvent même, le fonctionnement et l'organisation des divers services de la colonie mais nous tenons à préciser que ces critiques sont, pour la plupart, d'ordre général et ne visent pas, particulièrement, le personnel d'Aniane.

PREMIÈRE PARTIE

La vie dans la Colonie

A. — LE PERSONNEL

L'importance du rôle qui est dévolu aux agents des établissements d'éducation correctionnelle n'échappe à personne. Il s'agit pour eux, d'inspirer à des enfants pervertis souvent par les mauvais exemples, l'amour du travail, de la probité et de l'honnêteté. Les résultats obtenus sont fonction de leurs aptitudes et de leur conscience professionnelle.

Nous allons donc voir, tout d'abord, la composition, le recrutement, les aptitudes du personnel de la Colonie d'Aniane.

On doit distinguer le personnel administratif et le personnel de surveillance (1).

(1) Voir : Règlements du 27 décembre 1847 sur l'Administration et la Comptabilité des Colonies Agricoles annexées aux Maisons centrales de force et de correction; du 26 décembre 1853 sur la comptabilité des matières. Arrêté du 28 avril 1858 sur l'Administration et la Comptabilité des Colonies Agricoles de jeunes détenus. Décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique.

Règlement provisoire 18 décembre 1878 sur la comptabilité des matières dans les établissements administrés par voie de Régie.

Le personnel administratif comprend : un directeur, un instituteur chef, chargé du service de l'enseignement et du contrôle, un comptable « agent responsable des matières », un comptable « agent responsable des deniers », un commis, deux instituteurs, un instituteur technique, un médecin, un aumônier (ces deux derniers assurant le fonctionnement des services spéciaux).

La deuxième catégorie comprend : un surveillant chef, trois premiers surveillants, un surveillant commis greffier attaché au service de la comptabilité, 42 surveillants chargés du service de jour et de nuit et affectés spécialement à la surveillance des pupilles, huit ouvriers libres (contre-mâtres), qui dirigent sous les ordres de l'instituteur technique les divers ateliers de l'établissement et sont chargés de l'enseignement professionnel des pupilles.

Les membres du personnel administratifs et de surveillance sont nommés par le Ministre et ont droit à une pension de retraite dans les conditions fixées par les lois en vigueur. Le médecin, l'aumônier et le personnel libre, dont la rétribution est constituée par une indemnité ou salaire journalier, n'ont pas droit à pension (1)...

1° « Je crois fermement, quant à moi, qu'un bon instituteur bien choisi pourrait rendre des services à la tête d'une maison de correction ; mais je dis bien à la tête » (Séance du 20 décembre 1899 de la Société Générale des Prisons. H. Joly : De l'enfance coupable

(1) Ces renseignements ont été extraits d'une monographie de la Colonie d'Aniane écrite par M. le directeur Naud.

et de nos maisons de correction à l'heure actuelle). Le Directeur d'Aniane est un bon instituteur, ancien instituteur public, fils lui-même d'un instituteur public; il a une expérience indéniable, c'est un éducateur. Mais, responsable de la bonne marche des services intérieurs, il est souvent accaparé par la vérification de la comptabilité, l'exécution des travaux, l'achat des matières premières. Tantôt chef comptable, tantôt contre-maître, il remplit encore, à l'arrivée des enfants dans la colonie, le rôle du contrôleur « chargé de l'étude psychologique des enfants et de leur classification rationnelle (1).

Il assume une responsabilité d'autant plus lourde qu'il se heurte parfois au mauvais vouloir de certains de ses subordonnés. On retrouve chez une partie du personnel administratif logé dans la colonie, un état d'esprit assez spécial, résultant peut-être de la cohabitation, dans l'établissement, de plusieurs familles. Ce sont entre les divers agents, des jalousies mesquines, des entêtements absurdes, qui nuisent au bon fonctionnement du service. Lorsqu'il s'agit d'une œuvre aussi délicate que le redressement de l'enfance, tous ceux qui sont appelés à y participer doivent avoir une seule méthode, être en parfait accord avec le directeur.

2° L'instituteur chef et les deux instituteurs, comme leur nom l'indiquent, devraient être chargés uniquement de donner aux enfants envoyés en correction, cette

(1) Le « contrôleur » a été supprimé en 1899 (séance de la Société Générale des Prisons, 20 décembre 1899).

instruction primaire si nécessaire à la formation des jeunes esprits. En réalité, le premier est chargé en dehors des ateliers de la surveillance générale; les instituteurs sont avant tout, employés à la comptabilité et ne se transforment en « éducateurs » que pendant quelques instants, à la fin de la journée.

Par ailleurs, nous nous élevons avec force contre le recrutement de ces instituteurs. Ce sont, pour la plupart, des sous-officiers retraités qui ont obtenu leur poste actuel, comme emploi réservé. Ces deux fonctions successives, sous-officiers, instituteurs dans une colonie publique, si elles ne sont pas absolument incompatibles sont cependant très différentes. Il n'est pas possible qu'un sous-officier soumis pendant quelques années à cette discipline rigoureuse qui est nécessaire dans l'armée, puisse devenir sans transition un instituteur, plus encore un instituteur d'établissement pénitentiaire. Un instituteur public, après avoir fait, à l'Ecole Normale, des études complètes et appropriées, rencontre parfois dans sa carrière de grosses difficultés; il est cependant admirablement secondé, en dehors de l'école, par la famille qui encourage et stimule l'effort des enfants. Dans une colonie, comme celle d'Aniane, l'instituteur n'a personne pour l'aider dans sa tâche; il a devant lui des enfants indisciplinés ou vicieux, de « fortes têtes ». Dans ces conditions, sans avoir été longuement préparé à ce rôle délicat d'éducateur, comment peut-on obtenir des résultats?

3° L'instituteur technique est chargé spécialement du service des bâtiments et de la direction d'ensemble

des divers services. En 1885, M. le directeur Narret avait pu organiser les différentes industries de la Colonie, grâce au précieux concours d'un ingénieur des arts et métiers. Ce dernier resta, par la suite, attaché à l'établissement comme instituteur technique. Aujourd'hui, il n'est plus possible de décider un ingénieur à accepter ce poste. Dès lors, l'instituteur technique est remplacé par un contre-maître général des ateliers.

4° Nous n'avons aucune observation à formuler au sujet des comptables. Nous serons appelés, d'autre part, à examiner le rôle du médecin et de l'aumônier.

Quant au personnel de surveillance, il doit, comme on l'a souvent répété, contribuer dans une large mesure à l'amendement de l'enfant. Ces agents ne doivent pas être considérés comme des gardes-chiourmes mais plutôt comme des éducateurs, des chefs de famille. En fait, ils n'ont pas une instruction suffisante pour remplir convenablement cette difficile mission, ils ne possèdent pas ces idées généreuses, cette abnégation qui sont indispensables pour réussir et ramener des enfants coupables dans la voie du bien.

« Notre personnel de surveillance, écrivait un directeur, laisse peut-être à désirer, non comme dévouement, mais comme éducation. Nos surveillants sont beaucoup trop jeunes. On devrait nous envoyer des surveillants âgés et sérieux (1) au lieu de tous ces

(1) Une remarque s'impose, des surveillants âgés et sérieux que l'on enverrait dans une colonie pénitentiaire après une carrière bien remplie dans une maison centrale ne peuvent pas avoir les qualités d'éducateurs que l'on est en droit d'exiger d'eux.

jeunes prétentieux qui nous arrivent du régiment ou d'autres maisons, pleins de suffisance et d'inexpérience ». Ces observations pourraient s'appliquer à la Colonie d'Aniane. Les surveillants des colonies pénitenciaires devraient constituer : « Un cadre de personnel spécialisé, dissocié de l'ensemble du personnel pénitenciaire et comportant un mode de recrutement, une hiérarchie et des conditions de carrière absolument distincts ». Nous ajouterons à ce vœu émis par la Commission de Réforme pénitenciaire et rapporté par M. Breton, inspecteur général adjoint, dans son rapport d'ensemble pour l'année 1927, qu'il faudrait instituer dans le recrutement des surveillants un délai de stage, nommer des élèves surveillants comme l'on nomme des élèves gendarmes, qui seraient susceptibles d'être titularisés au bout de quatre ans : « Si nous nommions des élèves gardiens et si nous avions le courage, étant données les recommandations de ces gens, de leur dire : « Vous n'êtes pas fait pour » ce métier, allez-vous en », nous aurions de bons gardiens ».

Un rapprochement s'impose entre le personnel de surveillance et les ouvriers civils ou contre-maîtres civils, qui guident l'enfant dans l'apprentissage d'un métier. Nous avons eu l'impression, à Aniane, que leur action sur les pupilles, était assez effacée. Comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, consacré à l'éducation professionnelle des enfants, les surveillants pourraient, en exigeant d'eux, évidemment, une compétence suffisante, cumuler leurs fonctions avec celles de contre-maîtres. Cette réforme a été appliquée en Belgique avec succès.

5° En terminant l'examen du personnel pénitentiaire de la Colonie d'Aniane, nous sommes appelés à poser une question que nous jugeons très importante: Dans quelle mesure les femmes peuvent-elles participer à l'œuvre de redressement de l'enfance? A Aniane, le problème est résolu d'une façon radicale; il n'y a pas de personnel féminin. Et cet état de choses est regrettable. « Je plains, disait Jules Simon, celui qui, dans son enfance n'a pas eu la main d'une femme pour le soigner, pour le caresser, pour le corriger aussi ». La femme, en effet, est prédisposée au rôle d'éducatrice; elle devient vite une mère pour ceux qui n'en ont pas. La tendresse féminine (qui n'exclue pas, du reste, la fermeté) n'est-elle pas à la base de la famille? Dans ces conditions, une modification s'impose dans le recrutement du personnel des colonies publiques: Il conviendrait de choisir des surveillants mariés, des instituteurs mariés, dont les femmes auraient une action directe dans l'œuvre commune. D'ailleurs, d'ores et déjà, il serait possible d'introduire des femmes dans certains services, notamment à l'infirmérie.

6° Il existe encore à Aniane, conformément à l'article 8 de la loi de 1850, un conseil de surveillance, chargé de veiller à l'exécution des règlements en vigueur. Il est composé d'un délégué du Préfet, de deux délégués du Conseil Général et d'un membre du Tribunal Civil. Ceux-ci, tout en restant étrangers aux actes d'administration qui concernent l'établissement « peuvent exiger la production du registre d'entrée et de libération, du registre d'infirmérie, des bulletins de

statistiques morales, des cahiers des élèves, de la comptabilité relative au régime pénitentiaire », toutes pièces permettant un contrôle effectif. Le Conseil de surveillance de la Colonie d'Aniane n'a été régulièrement organisé que le 28 avril 1922 (Séance du Conseil Général de l'Hérault, proposition de M. le conseiller général Almès) ; à l'heure actuelle, il ne fonctionne pas régulièrement, et sous prétexte de déplacements non payés, les délégués font à Aniane des visites de plus en plus rares. Ce désintéressement, déjà constaté par ailleurs, n'est-il pas une des nombreuses causes du discrédit qui s'attache aux colonies publiques ?

Que tous ceux qui prétendent s'intéresser aux malheureux enfants coupables, se préoccupent davantage de connaître le sort qui est réservé aux pupilles envoyés dans un établissement pénitentiaire et qu'ils essaient dans la mesure du possible, de seconder le personnel des colonies publiques. Une collaboration éclairée ne peut que présenter des avantages.

Si, d'autre part, les agents de l'Administration étaient plus minutieusement choisis, s'ils connaissaient leur métier et remplissaient leur rôle avec confiance, nous pourrions enregistrer des résultats supérieurs à ceux qui sont obtenus aujourd'hui.

B. — LES PUPILLES

La Colonie d'Aniane reçoit les mineurs de 16 ans, acquittés en vertu de l'article 66 du Code Pénal, les pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique,

confiés à l'établissement par application des articles 1 et 2 de la loi du 27 juin 1904, les mineurs de 16 ans condamnés conformément à l'article 67 du Code Pénal.

Au 31 juillet 1927, l'effectif de la Colonie se répartissait de la façon suivante:

Répartition des Pupilles d'après leur catégorie

Effectif du 31 Juillet 1927 (218)

ART. 66	ART. 67	Assist. publique	Total	OBSERVATIONS
216	2	2	218	La Colonie d'Aniane a reçu les années antérieures des pupilles condamnés en vertu de l'art. 67, dans la proportion de 1 ⁰ / ₀

Primaires venus pour la première fois	Venant des patronages et ayant subi plusieurs condamnations	TOTAL	Sur 100 pupilles nouveaux arrivés depuis le 1 ^{er} jan- vier 1927, 59 ap- partenaient à des patronages.
124	94	218	

Répartition des Pupilles d'après leur situation de famille

Effectif du 31 Juillet 1927 (218)

Ayant leurs parents	1/2 Orphelins	Orphelins	TOTAL
105	90	23	218

Répartition des Pupilles d'après leur origine

Effectif du 31 Juillet 1927 (218)

PROVENANCE	Nombre	
Paris	43	
Seine	14	
Hérault	3	
Autres départements.	148	
Etrangers	10	
TOTAL...	218	(3 Italiens, 1 Sénégalais 1 Martiniquais, 1 Républi- que-Argentine, 1 Tunisien, 2 Indes Anglaises, 1 Suisse).

Infractions commises

Vagabondage	56
Coups et blessures	1
Incendie volontaire	1
Outrages publics à la pudeur	1
Recel	6
Abus de confiance	4
Vols et tentatives de vol	113
Incident à la liberté surveillée	36
<i>Total</i>	218

Eventuellement, la Colonie Publique d'Aniane est donc susceptible de recevoir les condamnés de l'article 37 du Code Pénal. La réunion de ces jeunes gens et des pupilles acquittés et envoyés en correction jusqu'à leur majorité est critiquable. D'abord, il n'est pas possible de réadapter à la vie sociale, pendant le temps très court qu'il passe dans l'établissement, un délinquant particulièrement dangereux puisque les juges ont cru devoir le condamner malgré son âge. Sa place n'est pas dans une maison d'éducation correctionnelle. D'autre part, l'enfant acquitté comme non discernant et susceptible d'amendement, qui devra rester dans la Colonie, trouvera illogique que son camarade, coupable aux yeux de la loi, soit libéré à l'expiration de sa peine. Il aura, nécessairement, la fâcheuse tendance de considérer la Colonie comme une véritable prison.

Les statistiques qui précèdent, suggèrent d'autres réflexions :

En premier lieu, l'effectif de la Colonie est trop nombreux. Déjà, en 1909, un vœu était adopté par la Société Générale des Prisons, tendant à ne pas accroître la population des colonies publiques. Or, à Aniane, l'effectif depuis 1912 a varié, au 31 décembre de chaque année, entre 368 et 200, il est actuellement de 218.

**Variations de l'effectif de la Colonie d'Aniane
depuis 1912**

ANNÉES	EFFECTIF	ANNÉES	EFFECTIF
1912	368	1919	325
1913	333	1920	269
1914	191	1921	280
1915	246	1922	210
1916	249	1923	179
1917	210	1924	194
1918	280	1925	219
		1926	188
		1927	218
		(au 31 juillet)	

M. H. Joly, proposait de ne pas dépasser le chiffre de 175. Un effectif supérieur, en effet, ne permet pas au Directeur de diriger l'éducation des enfants qui lui sont confiés; il ne connaît pas suffisamment tous les pupilles, notamment les enfants ni trop zélés ni trop indisciplinés, « les moyens » qui, encouragés et soutenus, pourraient sérieusement s'amender. Loin de se prononcer pour la réduction des effectifs des colonies publiques, l'Administration pénitentiaire vient de supprimer six colonies de garçons sur onze existantes, les colonies de Saint-Bernard, Gaillon, les Douaires, Auberville, le Val d'Yèvres, Hageneau; on invoque bien à l'appui de cette réforme la diminution progressive du nombre des pupilles confiés à l'Administration, mais M. Breton, dans son rapport, sur « les pupilles pénitentiaires » est obligé de faire des réserves « sur la disparition de certains établissements dont le nombre et la diversité sont devenus indispensables en matière d'éducation de l'enfance coupable ».

Il est facile de constater, en outre, que nous retrouvons à Aniane, une proportion considérable d'enfants — 94/218 — (59/100 du 1^{er} janvier au 31 juillet 1927) qui, placés par le Tribunal dans une institution charitable se sont évadés du « patronage » et ont commis une nouvelle infraction. La Colonie d'Aniane est, par conséquent, appelée à recueillir le rebut des institutions privées, des enfants déjà pervertis, la plupart du temps des récidivistes. Ce recrutement doit être pris en considération; il rend bien plus difficile la tâche de ceux qui dirigent l'établissement.

Les pupilles d'Aniane sont en majeure partie, soit

des vagabonds, soit des voleurs. 36 ont été envoyés en correction pour incidents à la liberté surveillée. Le passé déjà lourd qui pèse sur les épaules de ces jeunes gens, prédispose à considérer comme vaine une tentative de redressement. Et pourtant, cette première impression disparaît au fur et à mesure que l'on rencontre parmi cette population un visage ouvert, des yeux francs, qui viennent rappeler les misères endurées par ces petits, les mauvais traitements qu'ils ont supportés, les abandons dont ils ont été victimes, les exemples pernicieux qu'on leur a donnés. N'oublions pas tout à fait que ces malheureux, s'ils ne sont pas les victimes de leurs parents, sont des orphelins.

Nous remarquons enfin que la ville de Paris et le département de la Seine contribuent dans une large mesure à augmenter l'effectif de la Colonie d'Aniane 57 sur 218. Les jeunes gens que nous avons pu approcher viennent en général de grands centres industriels, ils peuvent à Aniane, mieux que partout ailleurs, apprendre ou continuer un métier qui leur sera utile à leur libération. Cette provenance urbaine des pupilles d'Aniane est la raison d'être de la Colonie Industrielle, car on ne peut pas transformer en paysan un petit citadin. Malheureusement, il est regrettable que la situation de la Colonie d'Aniane dans un pays exclusivement agricole ne s'harmonise pas avec l'origine effective des enfants.

*
**

Les pupilles sont répartis en trois groupes : Grands, moyens et petits. Chaque catégorie est absolument sé-

parée des autres : dans la cour et au réfectoire. Ce « triage » permet de tenir compte à la fois de l'âge et de la constitution physique de l'enfant. Cependant, il est à remarquer que les pupilles appartenant à ces diverses catégories sont réunis dans les ateliers et dans les classes au grand préjudice, sans aucun doute, de la moralité des plus jeunes. On a préconisé, depuis longtemps, la création dans chacune de nos colonies d'un quartier d'observation (quartier cellulaire) pour les nouveaux arrivés. On pourrait ainsi étudier le caractère, la valeur morale, les aptitudes de ces pupilles, examiner leur état de santé. Ce projet n'a jamais été appliqué. A Aniane, l'enfant est classé dans une catégorie déterminée dès son arrivée (le directeur tient compte de son âge, de ses antécédents), et, pour déterminer d'une façon précise ses aptitudes physiques, il n'est pas affecté immédiatement à un atelier : pendant un mois au moins, il est employé au service général (propreté de l'établissement, nettoyage des cours et bâtiments). Par la suite, si cela est nécessaire, le pupille sera placé dans une autre catégorie.

Ce système nous paraît suffisant et la réforme préconisée plus haut, ne nous semble pas nécessaire. Tout d'abord, l'examen de la physionomie de l'enfant permet, à notre avis, d'affirmer assez rapidement son degré de perversité. On peut se demander d'autre part, si l'enfant, averti des raisons pour lesquelles il est placé en observation, ne dissimulera pas son véritable caractère, ne trompera pas, par une attitude soumise et repentante, la perspicacité de ceux qui auront mission de l'examiner ; et dès lors sa classification après

cet examen, sera aussi arbitraire que son classement dès le premier jour dans une catégorie déterminée. Cependant, il est à souhaiter que les Directeurs, pour éviter autant que possible les erreurs, puissent avoir à leur disposition, non seulement une notice individuelle concernant l'enfant qui leur est amené (cette notice est d'ailleurs remplie avec plus ou moins de soin), mais encore le dossier de la procédure correctionnelle qui a été suivie contre lui. Ils pourraient ainsi apprécier personnellement les faits de la cause et se rendre compte du degré de dépravation du jeune délinquant.

Il y a lieu de préciser que pour effectuer ce triage, les directeurs ne devraient jamais faire descendre un enfant plus âgé parmi les enfants plus jeunes, sous prétexte qu'il paraît moins avancé ou moins pervers, mais ne pas hésiter à faire monter un enfant plus jeune parmi les enfants plus âgés s'il est prouvé que sa malice ou sa corruption devancent la moyenne de ceux de son âge.

Rappelons dans un ordre d'idées voisin que la Commission de réforme pénitentiaire, à la suite du Conseil supérieur de l'Assistance Publique, a souhaité que l'Administration affectât un établissement au triage des enfants sur le compte desquels les magistrats chargés de statuer ne sont pas suffisamment éclairés. M. Breton est d'avis d'organiser comme établissement de triage la colonie de Saint-Maurice, où les enfants confiés à l'Administration seraient amenés indistinctement et où serait opéré le « dépistage des anormaux, des pervers, des inamendables » ; certains sujets pourraient, à la suite de ce triage, être placés à titre d'essai chez des particuliers, suivant la méthode des patro-

nages. Cette innovation ne serait cependant pas sans entraîner des inconvénients; la réunion sans distinction, pour un temps même réduit, dans un seul établissement de mineurs de provenances très différentes, constituerait un danger moral redoutable.

A leur arrivée dans l'établissement, les enfants sont enclins à se laisser aller au découragement; la situation qui leur est faite, la vie nouvelle qu'ils doivent mener les surprend. Ils s'acclimatent toutefois assez rapidement, séduits malgré eux, par l'accueil bienveillant qui leur est réservé. Ils sont très vite assimilés à leurs camarades parce qu'ils revêtent dès les premiers jours la même tenue de travail; ils reçoivent des vêtements, du linge, toute une garde-robe dont la propreté les réconforte; chaque pupille reçoit :

- trois chemises en cretonne,
- trois caleçons,
- trois mouchoirs en coton,
- deux cravates,
- trois serviettes,
- trois vestes--bourgerons (toile bleue ou treillis),
- trois pantalons treillis,
- deux bérets (molleton bleu),
- un tricot coton,
- deux paires de chaussons de draps ou deux paires de chaussettes,
- une paire de galoche,
- un étui musette,
- un caleçon de bain,
- un vêtement complet d'uniforme.

Le complet-uniforme rappelle celui de nos marins. D'aucuns voudraient que cet uniforme ne se différencie pas d'un complet ordinaire. On ne voit pas trop l'intérêt d'une pareille modification qui n'aurait aucune influence sur la conscience publique.

1.° LE RÉGIME PHYSIQUE

Nous ne partageons pas l'avis de ceux qui envisagent comme primordial le rendement des pupilles d'Aniane, c'est-à-dire la somme de travail qu'ils peuvent produire et c'est pourquoi nous nous sommes préoccupés, d'abord, du régime physique auquel ils sont soumis.

Il est indiscutable que pour relever la moralité de ces enfants, il faut avant tout relever leur santé physique, et comme l'écrivait Enrico Ferri: « En modifiant la nature et la respiration du jeune criminel, on peut le modifier avec une efficacité plus grande, qu'en lui prêchant la responsabilité ».

a) Le régime alimentaire à Aniane est fixé conformément aux prescriptions du règlement général du 10 avril 1864, et d'après les instructions qui en ont successivement amélioré la composition. Le pain de ration donné à discrétion avant la guerre était distribué en 1919 à raison de 0 gr. 800 par enfant, y compris 100 grammes de pain de soupe. Actuellement, chaque pupille reçoit par jour un kilog de pain. Ce pain rappelle à s'y méprendre, et comme aspect et comme goût, le pain de luxe vendu dans le commerce; la pâte, il est vrai, est pétrie à la main. Deux petits échantillons per-

mettent quotidiennement au directeur de se rendre compte de la qualité de cette denrée.

Chaque enfant reçoit par jour : une soupe au lever, une soupe et une pitance au dîner, une soupe au repas du soir (la soupe est faite avec des légumes secs ou verts et des pommes de terre), il a droit à un morceau de pain au goûter.

Les portions sont par avance servies dans des gamelles et les pupilles à leur arrivée dans les salles de réfectoire, par catégorie, se placent indistinctement devant chaque couvert (gamelle, fourchette, cuiller, gobelet en fer); ils reçoivent une cruche d'eau pour huit

La semaine comprend trois régimes gras et quatre régimes maigres. Le dimanche et les jours fériés le menu se compose d'une soupe avec 20 p. 100 de viande fraîche de bœuf pour 100 individus (200 grammes par tête), une pitance avec 35 p. 100 de pommes de terre (1). Les jeudi et mardi, la quantité de viande (bœuf, mouton ou porc) est réduite à 15 p. 100 (150 grammes par tête), les autres jours, les pupilles reçoivent seulement la pitance de légumes secs (haricots, pois cassés, fèves, lentilles et riz) ou de légumes frais, provenant du jardin potager de la Colonie. Pendant les trois mois d'été, une ration de 50 centilitres de vin additionnée d'eau pour un quart est distribuée aux principaux repas. En aucun cas les enfants ne sont autorisés à se procurer à leurs frais et au dehors des vivres supplé-

(1) Des fruits du jardin sont aussi distribués aux enfants.

mentaires. Si ce régime est satisfaisant quant à la nature des denrées distribuées, il laisse à désirer quant à la quantité; il ne faut pas perdre de vue que les jeunes gens de 16 ans ont besoin d'une nourriture abondante, d'autant plus qu'on exige d'eux un travail intensif et continu. Notamment, et c'est l'avis du directeur actuel, il conviendrait d'ajouter pendant la semaine un régime gras. La préparation laisse parfois à désirer, et il est servi trop souvent des pitances de légumes secs insuffisamment cuits.

b) L'état sanitaire de la Colonie d'Aniane est très satisfaisant, lors de nos dernières visites quatre malades seulement se trouvaient à l'infirmerie.

Un médecin attaché à l'établissement assure le service médical, il visite les malades chaque jour, examine les enfants à leur arrivée dans la colonie, il s'occupe également de la pharmacie; mais son intervention nous paraît trop exclusivement professionnelle. Ne devrait-il pas avoir une action plus directe sur les pupilles qui bien souvent sont des dégénérés, des anormaux?

L'infirmerie est complètement séparée des autres constructions: au premier étage se trouvent les chambres d'isolement, les dortoirs, vastes salles bien aérées et très propres; au rez-de-chaussée, la salle de visite, le cabinet du docteur, la salle réservée aux agents, la pharmacie, les cuisines, la tisannerie, une salle de douches et de bains; les water-closets avec chasse d'eau. Un jardin d'agrément est réservé aux malades qui bénéficient encore d'un régime alimentaire spécial laissé à l'appréciation du médecin. Un surveillant

infirmier donne aux enfants les soins nécessaires; il est secondé par deux pupilles qui se transforment, le cas échéant, en gardes-malades. Sans doute, ces jeunes gens remplissent leurs fonctions avec zèle, mais nous estimons qu'il serait préférable de confier le service de l'infirmier à des femmes: ce serait un premier pas accompli vers la participation des femmes au relèvement de l'enfance. Le petit malade soustrait pour un temps à l'ambiance de la Colonie serait heureux de se sentir dorloté par une femme qui viendrait s'asseoir à son chevet, lui parlerait avec bonté et remplacerait avantageusement pour lui la mère absente. Il suffit de si peu de chose parfois pour réveiller la conscience agonisante de ces malheureux. Pourquoi même ne ferait-on pas appel à ces religieuses que l'on tolère dans les lycées et collèges? Leur dévouement n'a d'égal que leur désintéressement, leur patience et leur abnégation. Elles savent panser les blessures du corps aussi bien que les blessures de l'âme et ne désespèrent jamais.

c) Un des meilleurs critères du bon état physique des pupilles comme le remarque très judicieusement M. Breton, réside dans le pourcentage élevé du chiffre des jeunes conscrits pris dans le service armé et dans celui non moins élevé des engagés volontaires de l'armée de terre et de mer. Il y a eu à Aniane, pour l'année 1926, 26 engagés et 35 appelés. Il faut reconnaître que la vie régulière de ces enfants contribue à améliorer ou à maintenir leur état de santé. Néanmoins, nous devons préciser que le développement physique des pupilles

d'Aniane n'est pas ce qu'il devrait être. La raison en est, que l'éducation physique est négligée. Du reste, cette critique peut être adressée à tous nos établissements pénitentiaires.

Certes, la question si importante de l'éducation physique et de la préparation militaire est réglementée à Aniane, conformément au programme officiel des services d'éducation physique et de préparation militaire : pendant un certain temps même, chaque semaine, des moniteurs militaires ont été désignés par le Commandant du Centre d'Education Physique pour venir donner des cours spéciaux aux enfants, mais aujourd'hui, ces cours fonctionnent, par suite de la compression des effectifs, avec plus ou moins de régularité. L'emploi du temps des pupilles leur permet pourtant de s'occuper de préparation militaire : le dimanche durant l'après-midi, ou même, pendant l'été, le jeudi de 17 heures et demi à 19 heures ; il suffirait qu'un sergent moniteur leur fasse exécuter un programme bien conçu.

Quant à la circulaire du 27 septembre 1921 sur l'organisation des jeux et des sports elle n'est pas appliquée selon son esprit. Comme tous ses collègues, le directeur d'Aniane objecte la difficulté d'organisation des jeux, le manque de place, les nécessités d'une surveillance particulière. Par ailleurs, nous ne croyons pas que des séances de gymnastique aient lieu régulièrement. En un mot, si les programmes d'exercices sont parfaitement bien établis, ils sont bien peu ou mal pratiqués. Il serait possible à Aniane avec de la bonne volonté et, bien entendu, des crédits suffisants,

d'organiser un terrain de sport convenable où les enfants seraient amenés le dimanche (Notons que l'on a supprimé depuis longtemps déjà la promenade du dimanche).

Des séances de jeux, des séances régulières de gymnastique complèteraient utilement les cours de préparation militaire qui se bornent trop souvent à apprendre les mouvements du soldat sans arme et avec arme. Et l'enfant malgré le travail intensif auquel il est soumis, se développerait, vivrait quand même au grand air.

d) Les soins de propreté corporelle semblent donnés avec régularité. Chaque matin, les pupilles disposent d'une heure pour procéder à leur toilette, approprier leur chambre, plier leur fournitures de literie. Une fois par semaine ils prennent une douche à l'eau tiède et changent de linge de corps et de vêtements de travail. Ces mesures d'hygiène sont nécessaires, elles dépassent même celles incorporées dans le nouveau règlement qui prévoit des douches tous les quinze jours seulement.

2° INSTRUCTION PRIMAIRE

L'enseignement scolaire devrait constituer une partie essentielle de l'emploi du temps des pupilles.

Les élèves sont inscrits absolument comme dans les écoles primaires au cours préparatoire, au cours élémentaire ou au cours moyen; un cours complémentaire existe (en théorie) pour les élèves titulaires du certificat d'études primaires.

Deux instituteurs secondés par un agent de l'Administration enseignent aux enfants, sous la direction d'un instituteur chef, un programme identique à celui de nos écoles publiques. Nous signalons qu'en ce qui concerne l'organisation des cours, l'emploi des méthodes et des programmes d'enseignements l'inspection générale renouvelle le vœu de voir les colonies publiques soumises au contrôle de l'inspection de l'enseignement primaire et « elle insiste tout particulièrement sur ce point capital ».

L'effectif des classes est en moyenne de 65 élèves.

Ce chiffre de beaucoup trop élevé rend la tâche de l'instituteur d'autant plus dure et pénible que (nous l'avons signalé dans un précédent chapitre) le recrutement de cette partie du personnel est défectueux. Tout en louant le dévouement, le zèle de ces maîtres d'école l'on doit constater qu'ils ne possèdent pas les qualités pédagogiques nécessaires.

Nous ne pouvons en outre que reprendre les critiques depuis longtemps répétées sur l'insuffisance du temps consacré à l'enseignement scolaire. Alors que l'inspection générale propose un minimum de 3 heures de classe en hiver, et 2 heures en été, à Aniane, ce temps est réduit à 2 h. 30 en hiver et 1 h. 30 en été.

Lors de nos récentes visites, les pupilles se rendaient en classe à la fin de leur journée de 17 h. 30 à 19 heures et nous nous demandons quelle attention un enfant de 16 ans peut apporter aux paroles du maître, après avoir accompli huit heures de travail manuel!

De son côté l'instituteur qui a déjà travaillé consciencieusement de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à

16 heures dans le service du greffe ou de l'économat arrivera souvent en classe, pressé de finir une journée trop longue.

Il n'est pas prévu dans l'organisation des classes de temps consacré à l'étude des leçons et à la confection des devoirs. Ces derniers qu'il s'agisse de rédactions, de dictées, d'exercices de calcul, sont effectués en classe. C'est là une méthode insuffisante qui peut avoir pour résultat de transformer les heures de classe en heures d'étude pendant lesquelles il sera possible au surveillant de remplacer l'instituteur.

Il serait de beaucoup préférable que le nombre des instituteurs fut réduit, et que ces fonctionnaires s'occupent uniquement de l'enseignement et de toutes les questions annexes concernant la moralisation et le relèvement des pupilles.

Les résultats assez brillants obtenus, par les pupilles d'Aniane admis au certificat d'études ne sauraient être que relativement convaincants. L'idée de préparer les enfants de la Colonie aux épreuves du certificat d'études est excellente, mais le succès des candidats n'est pas une preuve suffisante de la supériorité des méthodes d'enseignements adoptées dans l'établissement; en principe, ne sont présentés que les pupilles possédant toutes les chances voulues pour réussir; le niveau des classes est du reste inférieur à celui de nos écoles publiques. Ce qui doit surtout attirer l'attention c'est moins le pourcentage des candidats reçus au regard de celui des présentés, que celui des candidats admis à passer l'examen par rapport au chiffre total de la population scolaire.

§ 3. — EDUCATION MORALE ET RELIGIEUSE

Mais à côté de l'instruction scolaire proprement dite, il est une éducation qui est trop souvent négligée, l'éducation morale et religieuse qui, conformément d'ailleurs à l'article premier de la loi du 5 août 1850 est à la base de tout le système. L'importance de cet enseignement a été de tous temps reconnue. Un des membres du Congrès de New-York de 1893 déclarait : « Un enfant négligé non pas seulement dans son instruction primaire, mais aussi dans son éducation morale et religieuse, est susceptible de devenir par la suite un dangereux criminel dont les méfaits peuvent coûter à l'Etat dix fois ce qu'auraient coûtés son éducation et son instruction avant sa condamnation ».

Nous devons constater en premier lieu, que l'enseignement religieux, s'il n'a pas été complètement supprimé, n'est plus considéré par les règlements en vigueur comme indispensable au relèvement de l'enfance coupable. La liberté la plus complète est laissée aux pupilles sur ce point. Un aumônier, en l'espèce le curé de la paroisse, exerce les fonctions du culte et prépare les enfants qui le désirent à la première communion. Son rôle est des plus effacés. La crainte que semble inspirer l'élément religieux est, à notre avis, plus ou moins fondée, et l'on doit reconnaître que les fonctions de l'aumônier (et ici nous prenons le mot aumônier dans le sens général de ministre du culte) le prédisposent à avoir sur l'âme des enfants une action bienfaisante.

M. l'inspecteur général Puirabaud, dans son rapport, adressé en 1897 au Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, s'exprimait en ces termes : « L'éducation de la conscience ! Il ne faut pas aller la chercher autre part que dans l'enseignement de la morale religieuse qui est de tous les temps, parce qu'elle ne se préoccupe pas du temps. Au regard de cette morale, il n'y a qu'une chose sérieuse dans la vie, c'est la mort, et c'est en vue de cette échéance qu'il faut apprendre à verser chaque jour son acompte. Cette morale a pour sanction la vie future, sans l'espérance de laquelle la vie présente ne serait qu'une amère dérision. S'il n'y a pas de vie future, je me demande ce que nous faisons ici. Comme le disait tout récemment un orateur puissant : « Je crois que la vie à un sens. » On chercherait difficilement ce sens au travers des inégalités des tristesses, des injustices, des misères de l'existence qui apporte à tous des douleurs et réserve à bien peu quelques joies, encore mélangées. Ce sens il traverse la vie, pour aller au-delà ».

Aujourd'hui les mœurs et les idées ont évolué ; on arrive à concevoir une morale purement laïque pour laquelle on peut avoir le véritable sentiment de sa responsabilité, établir une différence entre le bien et le mal, se comporter en un mot comme un honnête homme en dehors de toute croyance à une sanction telle que la vie future.

Quoi qu'il en soit, l'enseignement moral, qu'il ait ou non pour fondement la religion, est nécessaire dans un établissement pénitentiaire.

C'est actuellement à Aniane la tâche la plus délicate

qui incombe aux instituteurs. Ceux-ci, dans la mesure de leurs moyens, essaient de faire naître dans l'âme des enfants ces sentiments d'honneur, d'honnêteté qu'ils ignorent. Mais ils ne sont pas préparés à ce rôle; et, d'autre part, ils sont appelés à diriger des volontés excessivement faibles, soumises à des passions puissantes, que des considérations basées sur l'idée de devoir ou tirées de l'intérêt personnel arriveront difficilement à réfréner. Pour parvenir à transformer la mentalité de ces jeunes gens, il conviendrait de faire de l'instruction morale un enseignement vivant, de revenir à chaque occasion et à propos de tout sur les principes qui sont à la base de l'éducation morale; c'est par une insistance constamment en exercice que le personnel enseignant des colonies pourra influencer considérablement sur la réforme des caractères et mettre ces jeunes gens à même de résister au choc des passions nombreuses et violentes dont ils sont assaillis. Or, à Aniane, les instituteurs astreints à des travaux de comptabilité et d'écritures administratives ne participent pas suffisamment à la vie des pupilles qu'ils voient à peine une heure et demie par jour, sans compter que de 17 h. 30 à 19 heures, ils ne peuvent pas donner aux enfants, à la fois des leçons de calcul ou d'écriture et des leçons de morale.

Une heureuse initiative a cependant été relevée à Aniane lors de la dernière inspection: toutes les semaines, à tour de rôle, un fonctionnaire (directeur, instituteur chef ou instituteur) est chargé d'une conférence sur un sujet de morale pratique. Cet exemple évidemment mérite d'être signalé et gagnerait à être généralisé.

Peu nombreux sont les enfants qui conservent des relations avec leurs familles. Cependant ces relations sont encore un élément de moralisation à ne pas négliger.

Le pupille sera heureux de pouvoir faire connaître à ses parents, dans la lettre qu'il peut leur adresser chaque mois ou durant les visites qu'il recevra les dimanches et jours de fêtes, les bonnes notes obtenues; il se sentira moins seul, moins abandonné. Les réponses affectueuses qui lui seront faites, les sages conseils qui lui seront donnés et les compliments dont il sera flatté, seront pour lui les plus précieux des encouragements.

La moralisation des mineurs d'une colonie pénitentiaire comme Aniane est un problème d'autant plus complexe qu'il faut tenir compte de la présence dans les établissements de ce genre des enfants anormaux. Nous voulons plus spécialement attirer l'attention sur une catégorie de ces malades qui peuvent donner aux autres pupilles des exemples fâcheux. On compte à Aniane un nombre assez élevé (10 p. 100 environ) de ces jeunes gens. Les uns, êtres tarés, rachitiques, dégénérés, à moralité défectueuse, accusent des vices sérieux de conformation physique. Il en est d'autres qui, troublés par la période de la puberté, deviennent abrupts et hébétés à la suite des pratiques vicieuses auxquelles ils se livrent sur eux-mêmes. Nous avons vu à Aniane un malheureux maniaque, âgé de 17 ans environ, qui n'était plus capable d'articuler distinctement une parole; le directeur avait essayé de le corriger par tous les moyens, mais en vain.

Tous ces anormaux qui se livrent soit à la masturbation soit à la pédérastie, ne sont capables d'aucun effort; on ne peut obtenir d'eux aucun travail; ils ne sont pas susceptibles d'amendement.

On a préconisé la création d'établissements spéciaux dans lesquels on enverrait ces dégénérés, au vu des résultats d'un examen médical approfondi. Mais en attendant cette réforme, si l'on persiste à laisser des éléments morbides à côté de la population saine de la colonie, il faut prendre à l'égard de ces individus des mesures appropriées, les soumettre à une surveillance constante et rigoureuse pour éviter tout au moins aux enfants normaux, des exemples contagieux. C'est une des raisons pour lesquelles on a adopté à Aniane l'isolement de nuit. L'établissement possède quatre dortoirs cellulaires comprenant: le premier, 81; le deuxième, 97; le troisième, 150; le quatrième, 22 chambres individuelles. Un cinquième dortoir en commun est inutilisé; son emploi supposerait que l'effectif de la colonie dépasse le nombre de 350 (Nous nous refusons à admettre pareille éventualité). Chaque chambre individuelle est meublée d'un lit en fer, avec un matelas, un traversin, deux couverturs, deux draps de lit et une table de nuit. La surveillance de nuit est exercée, dans chaque dortoir, par plusieurs agents de service; les chambres des surveillants, situées à chaque extrémité, sont indépendantes et disposées de façon à ce que rien n'échappe à la vigilance du personnel. Des rondes sont faites toutes les heures à l'intérieur et à l'extérieur. Une fermeture mécanique permet, au moyen de leviers, d'ouvrir et de fermer simultanément, toutes les cellules individuelles d'une division.

Ces précautions ne sont pas inutiles du seul point de vue moral.

Il y aurait lieu, à Aniane, de les compléter en supprimant les chambres en commun qui existent à l'infirmerie où la surveillance est évidemment moins sévère et où les pupilles vicieux peuvent se retrouver.

4° ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Nous venons d'envisager le côté moral de l'éducation donnée aux pupilles d'Aniane. S'il est indispensable de ne pas le négliger, il ne saurait cependant suffire. Il faut encore, de toute nécessité, mettre ces jeunes gens en état de gagner leur vie, leur apprendre à vaincre la répugnance que le travail pourra leur inspirer. Pour cela, on doit leur donner une éducation professionnelle : « Make men diligent and they will be honest » (Rends les hommes laborieux et ils deviendront honnêtes), disait John Howard lorsqu'il inaugurerait sa grande œuvre de réforme pénitentiaire par l'organisation du travail dans les prisons.

A Aniane, l'enseignement professionnel est presque exclusivement industriel.

Ce qui frappe dès l'abord, dans la répartition des pupilles (voir tableau ci-après), c'est l'extrême variété des travaux auxquels ils sont affectés. Cette situation tient au fait que l'établissement, pour assurer son propre fonctionnement, est tenu d'avoir des boulangers, des tailleurs, des ravaudeurs, des cordonniers, des maçons. Mais ces emplois peuvent être considérés comme

Composition de la section industrielle

PROFESSIONS	PERSONNEL	EFFECTIF au 31 Juillet 1927	EFFECTIF au 31 décembre 1926	Observations
Ajusteurs mécaniciens	1 contremaître libre			L'électricité est actuellement distribuée dans l'Etablissement par une Société Électrique. Les machines, les chaudières, la batterie d'accumulateurs sont donc actuellement inutilisées.
Tourneurs sur métaux	1 contremaître libre			
Service des machines.	1 contremaître libre	27	20	
Service de l'électricité	1 surveill. contrem.			
Serruriers.....				
Forgerons taillandiers	1 surveill. contrem. 1 contremaître libre	21	13	
Chaudronniers.....	1 surveill. contrem.	16	12	
Ferblantiers.....	1 contremaître libre	19	17	
Cordonniers.....	1 surveill. contrem.	24	14	
Charrons.....	1 contremaître libre	4	3	
Menuisiers.....	1 contremaître libre	11	10	
Taillieurs.....		26	26	
Ravaudeurs.....	1 contremaître libre	10	10	
Boulangers.....	1 surveill. contrem.	2	3	
Maçons.....	1 surveill. contrem.	2	2	
Infirmiers.....	1 surveill. infirmier	3	2	
Lingers.....		2	2	
Cuisinier.....	1 surveillant.....	2	2	
Service général (période d'observation pour les arrivants)...		26	27	
		195	163	

constituant autant de métiers lucratifs. Pour éviter justement que des pupilles soient employés d'une façon constante à des travaux desquels ils ne tireraient aucun profit, à titre exceptionnel, sont affectés à l'infirmerie ou aux cuisines, et pour un temps assez court, ceux qui ont mérité ce poste par leur bonne conduite. Quant au service général (nettoyeurs, balayeurs, buandiers, lingiers), il incombe aux nouveaux arrivés ; c'est une excellente pratique qui, si elle ne constitue pas, à proprement parler, une période d'observation, permet d'apprécier les capacités et la bonne volonté de l'enfant.

Une visite à la Colonie Industrielle d'Aniane n'aurait aucun sens si l'on n'effectuait pas une promenade à travers les ateliers de l'établissement...

Une porte s'ouvre, un commandement se fait entendre : Fixe ! et, debouts, derrière leur établi ou à côté de leur forge, les enfants saluent le directeur. Nous entrons dans le hall où, dans trois ateliers séparés, travaillent les forgerons, les charrons, les serruriers, les ferblantiers, les mécaniciens, les ouvriers du fer en un mot.

Et le tableau serait vraiment réconfortant si nous ne restions sur la pénible impression qu'a provoqué ce commandement militaire : Fixe, qui ne s'explique pas en pareil lieu. N'est-il donc pas possible d'habituer l'enfant à se découvrir de lui-même, sans qu'il soit besoin de le secouer comme un automate ?

Le surveillant qui s'approche du directeur et prononce la formule consacrée : « Rien de nouveau à si-

gnaler! », vient encore nous rappeler que nous nous trouvons dans une colonie pénitentiaire. Qu'il nous soit permis de nous étonner de la présence de cet agent dans une salle où se trouve déjà un contremaître civil chargé de la police intérieure de l'atelier. Quelle différence l'enfant peut-il établir entre la prison et l'établissement d'éducation où il se trouve, si même à l'atelier, il se voit observé par un surveillant en uniforme qui ne prend aucune part aux travaux manuels? On veut éviter des mutineries! mais si vraiment les ouvriers d'un atelier fomentent des troubles, ils ne seront pas arrêtés par la présence de ce surveillant.

Ne conviendrait-il pas mieux de donner à ces jeunes gens la certitude que l'on a en eux une entière confiance, de les placer dans les conditions normales de l'atelier sous les ordres du seul contremaître?

En Belgique, depuis 1898, on a supprimé les contremaîtres civils en fusionnant leurs fonctions avec celles des simples surveillants; aujourd'hui, ceux-ci enseignent le travail, le partagent et donnent ainsi aux pupilles, un précieux exemple. Une pareille réforme adoptée dans nos colonies, si elle n'entraînait aucune économie sérieuse, permettrait d'exiger d'un personnel de surveillance mieux payé, des connaissances plus approfondies.

Quelle est l'organisation du travail dans la Colonie d'Aniane?

Tous les ateliers sont organisés pour le compte

exclusif et sous la direction immédiate de l'Administration, les produits de la fabrication sont destinés aux services de la colonie et des autres établissements pénitentiaires. Le travail est donc organisé en régie. Actuellement, la Colonie d'Aniane est en mesure de pourvoir à tous ses besoins; elle peut assurer, en outre, dans les meilleures conditions, la fabrication de tout le matériel agricole, des objets et ustensiles de cuisine, des chaussures et uniformes nécessaires aux divers établissements pénitentiaires. Les débouchés pour la vente des produits sont donc régulièrement trouvés.

L'Administration, du reste, réalise des bénéfices appréciables, car les objets fabriqués à Aniane sont payés par elle à des prix inférieurs parfois de moitié à ceux pratiqués dans le commerce.

Ces prix sont établis d'après la valeur commerciale des objets diminuée de 20 p. 100 et d'après un tarif de main-d'œuvre et le coût des matières premières augmenté de 10 p. 100. La main-d'œuvre est, de plus, entièrement acquise au Trésor, aucun salaire n'étant attribué normalement aux pupilles. Ceux-ci travaillent le matin de 7 à 11 heures, le soir, de 13 à 17 heures; ils bénéficient, en hiver, d'une diminution de demi-heure de travail.

Roger Roux, dans son ouvrage sur: *Le travail dans les prisons* et particulièrement dans les Maisons Centrales, précise que:

- « a) Le travail doit être moralisateur;
- b) Il doit être productif et rémunéré;

c) Il doit conduire à l'apprentissage d'un métier;
d) Il doit être proportionné aux aptitudes et aux forces des détenus;

e) Il ne faut pas que le travail fasse prédominer sur les autres intérêts la production industrielle au profit de l'Etat ».

Ces principes devraient évidemment être mis en pratique avec encore plus de rigueur dans un établissement d'éducation professionnelle.

a) Les divers travaux auxquels sont appliqués les pupilles à Aniane, ont une certaine action moralisatrice, une valeur éducative indiscutable. Nous avons vu fabriquer avec une sûreté de main qui nous a émerveillé des pinces plates, des clefs anglaises, des cisailles, des souliers de travail, des lessiveuses, des gamelles, des plats de campements (Nous sommes loin de l'atelier d'émouchettes de la Colonie d'Eysses).

b) Le travail est également proportionné aux aptitudes et à la force des enfants, qui sont affectés dans les divers ateliers en tenant compte de leurs antécédents, de leurs préférences, et aussi du désir exprimé par les familles. A la forge, près des enclumes, se rencontrent de grands garçons, robustes, développés; de même à la boulangerie, ou au surplus, pour obvier aux fatigues du pétrissage manuel et de l'enfournement, les employés reçoivent des vivres supplémentaires (viandes, pommes de terre).

c) Mais nous avons déjà dit que le travail n'était pas rétribué; cet état de choses a déjà attiré l'attention de l'Administration, et le projet de décret actuellement en

préparation, s'occupe de fixer les conditions de cette rémunération. Il est, en effet, d'une bonne politique pénitentiaire, comme l'a écrit Cuche, dans son précis de droit criminel, « d'intéresser « les détenus » à leur travail, en leur attribuant une part, si modique soit-elle, des produits de ce travail ». Ce serait dans une colonie publique la meilleure façon de vaincre la répugnance instinctive que le travail inspire au jeune délinquant.

Nous n'ignorons pas que des récompenses sont distribuées à ceux qui font preuve de bonne volonté et se sont montrés assidus à la tâche; mais, en dehors de toute idée de bonne conduite et d'application, il faudrait rémunérer le travail produit. A l'heure actuelle, à Aniane, un pupille qui n'a pas une conduite des plus exemplaires, qui n'a peut-être pas la force de caractère de se plier comme il convient à la discipline de l'établissement, serait-il un bon ouvrier, ne pourra se constituer qu'un pécule tout à fait dérisoire, puisque le pécule est uniquement constitué dans la Colonie, par des gratifications qui dépendent de l'application et de l'assiduité au travail (1).

d) L'examen de l'organisation du travail dans la Colonie d'Aniane, appelle encore une autre critique; lorsque l'enfant est affecté à un atelier, bien souvent il ignore tout du métier qu'il va entreprendre; il serait nécessaire normalement de commencer son éducation

(1) Nous précisons bien que le pécule est constitué uniquement par des gratifications lorsqu'il s'agit de pupilles qui se trouvent à l'intérieur de la colonie (Voir p. 90 et suivantes).

professionnelle par un apprentissage régulier. Or, il n'est pas fait à Aniane d'apprentissage sérieux. L'enfant qui, par exemple, est placé à l'atelier des serruriers, est mis, dès le premier jour devant un étau et, une lime à la main, passe son temps à limer le morceau de fer qu'on lui a confié. Cette méthode rappelle vaguement le système appliqué en Norvège où, pour développer leur habileté et leur adresse, on apprend aux jeunes délinquants, par une série d'exercices gradués, l'apprentissage du « maniement général des outils ». Mais il faudrait que pareillement à Aniane, les exercices soient gradués; il n'en est rien et l'enfant doit trop souvent se « dégrossir » lui-même.

On nous opposera les résultats obtenus dans les divers ateliers, on nous rappellera les récompenses octroyées, lors de l'Exposition universelle de Montpellier de juin 1927 (La Colonie avait exposé dans un stand des mieux achalandés, différents ouvrages d'art). Cela ne prouve pas que le travail tel qu'il est organisé dans l'établissement, conduise à l'apprentissage d'un métier. Oui, certaines pupilles savent travailler mais beaucoup d'entre eux avaient déjà quelques notions du métier qu'on leur donne, ou ont fait preuve de dispositions naturelles, tout à fait exceptionnelles. Que deviennent pendant ce temps, ceux dont on ne parle pas, les plus nombreux? Ne restent-ils pas trop longtemps derrière un étau occupés à frapper ou à limer un morceau de fer?

Sans vouloir exiger des pupilles, une maîtrise comparable à celle qui caractérise les bons ouvriers, il faudrait au moins qu'ils soient capables, étant donné leur

âge, d'occuper une place de demi-ouvrier. C'est vers ce but que devraient tendre tous les efforts. Les contre-mâtres devraient essayer de constituer, en encourageant et en secondant davantage les débutants, des ateliers plus homogènes dans lesquels tous les enfants travailleraient vraiment au lieu de bricoler. La direction devrait veiller de son côté à ce que des changements d'affectation ne soient fait qu'après avoir consulté le contremaître qui pourrait, sans raison, être privé de ses meilleurs éléments.

e) Enfin, il ne faut pas que le travail fasse prédominer sur les autres intérêts, la production industrielle au profit de l'Etat.

Nous avons vu que ces autres « intérêts » étaient parfois négligés. En revanche, la production industrielle est remarquable, le tableau suivant permet d'apprécier les travaux effectués dans l'établissement.

Années	Effectifs	MONTANT des travaux exécutés	Années	Effectifs	MONTANT des travaux exécutés
		fr.			fr.
1912	368	26.880.73	1920	269	149.315.67
1913	333	127.180.02	1921	280	244.418.75
1914	191	75.249.16	1922	210	258.841.90
1915	246	18.943.17	1923	179	209.328.44
1916	249	32.528.10	1924	194	201.124.52
1917	210	40.303.70	1925	219	212.732.10
1918	280	53.853.80	1926	188	286.362.82
1919	325	117.167.71			

Nous constatons que, depuis 1918, les travaux effectués dans la Colonie sont allés en augmentant chaque année; ces résultats sont tout à l'honneur du directeur actuel, M. Naud, qui a su donner à son établissement une activité qu'il n'avait jamais eue jusqu'ici. Cette production, que nous qualifierons volontiers d'intensive, représente évidemment des profits certains pour l'Administration; mais s'il est logique que celle-ci veuille tirer le maximum de rendement du travail des établissements pénitentiaires, elle ne doit pas cependant complètement oublier, dans ses directives, que les industries sont organisées non pour l'établissement mais pour l'enfant de manière à donner à celui-ci un métier personnel avec lequel il pourra gagner sa vie.

La commission de réforme pénitentiaire s'est préoccupée assez longuement de cette question complexe de l'enseignement professionnel. Envisageant une nouvelle orientation, elle a formulé le vœu suivant: « Qu'à la suite d'échanges de vues et de visites sur place, qui pourront « intervenir » entre l'Administration pénitentiaire et la Direction de l'enseignement technique, les méthodes en usage dans les établissements relevant de cette administration soient autant que possible introduites dans les établissements de jeunes détenus, que notamment, des emprunts puissent être faits au personnel enseignant de ces établissements, dans des conditions analogues à ce qui a lieu actuellement pour les instituteurs détachés ».

Nous ne sommes pas partisan d'une pareille réforme: Les colonies, et particulièrement celle d'Aniane,

possèdent bien le matériel nécessaire; un cadre spécial de professeurs pourrait sans doute être créé; mais il serait difficile, sinon impossible, de trouver, parmi la population de ces établissements, des élèves susceptibles de profiter d'un enseignement qui comporte des cours théoriques bien supérieurs au niveau intellectuel moyen des pupilles. D'ailleurs, à Aniane, l'expérience a déjà été faite sans grand profit; l'instruction professionnelle des apprentis appartenant aux ateliers de construction était complétée par des cours de dessin, de géométrie, de physique élémentaire et de mécanique appliquée.

C'est dans cet ordre d'idées que M. Bruyère, parlant alors au nom de la Société Générale des Prisons, affirmait: « Il est chimérique de demander à une maison de correction d'être en même temps une école professionnelle où l'on apprendrait méthodiquement, toutes les parties d'un métier. Rien ne remplace l'atelier, la vie artificielle de l'école ne peut former un véritable ouvrier ».

*
**

Malgré son caractère essentiellement industriel, la Colonie d'Aniane possède encore une exploitation agricole prospère, dans laquelle travaillent 25 pupilles: 11 jardiniers, 12 cultivateurs, 2 charretiers-cavistes.

Ces emplois sont occupés principalement par les pupilles d'origine rurale et les enfants anémiés pour qui la vie dans l'atelier serait nuisible. Sont encore envoyés dans la section agricole, les jeunes gens qui ont eu une bonne conduite et qui demandent au Directeur de vouloir bien leur donner cette affectation (pratique parfois

abusive, qui peut priver les ateliers de « bons ouvriers » et augmenter le nombre des évasions).

En 1913, l'Administration était déjà devenue propriétaire d'un terrain en friche, rocailleux, planté çà et là de chênes verts et situé à un kilomètre environ de la Colonie. C'est aujourd'hui un magnifique vignoble entretenu par les pupilles sous la direction d'une contre-maître vigneron. La production annuelle dépasse 220 hectolitres et constitue une ressource appréciable pour le Trésor.

La valeur du vignoble dont l'emplacement a coûté 20.000 francs, atteint actuellement 200.000 francs.

A côté de l'établissement, un petit jardin potager de 83 ares, et une prairie attenante, avaient été loués pour cinq ans; à l'expiration de cette période quinquennale, en 1924, l'Administration acheta non seulement cette partie de terrain, mais encore tout le versant de la montagne qui se trouvait au-delà du ruisseau bordant cette exploitation. La montagne a été découpée, un mur de soutènement a été construit, un pont en ciment armé a été jeté sur le ruisseau et aujourd'hui, grâce au travail des pupilles, la superficie du jardin a été augmentée du double; plus à gauche, toujours sur le versant de la montagne, une petite vigne a pu même être aménagée. Sur la partie de terrain qui constituait l'ancien jardin s'élève une maison qui a été consolidée et remise en état par les maçons de la colonie. Le surveillant contremaître qui dirige l'équipe de 11 jardiniers, est logé dans ce bâtiment. Les produits du jardin sont employés à l'alimentation des pupilles et vendus, pour le surplus, dans le pays.

Les travaux effectués par la section agricole ont produit :

En 1925	27.877 fr. 67
En 1926	30.488 fr. 67

Ces résultats sont appréciables si l'on tient compte du nombre peu élevé des enfants qui y sont employés (10 p. 100 environ de l'effectif total).

Le peu d'extension donné aux travaux agricoles, malgré les agrandissements que nous avons signalés, correspond au caractère industriel de la Colonie. Des théoriciens prétendent que les travaux des champs sont les plus moralisateurs, que l'air et la lumière excitent les enfants anémiés, et les font résister aux tentations pénibles résultant de l'agglomération. Nous nous bornons à rappeler, qu'en dehors de l'atelier, une organisation rationnelle des jeux et des sports pourrait avantageusement remplacer la vie des champs, en entretenant, parmi les pupilles non agriculteurs, le bon esprit et la gaieté, en développant leur santé physique.

On ne saurait reprocher au système d'éducation d'Aniane, d'être trop exclusivement industriel; il est indispensable en raison de l'origine urbaine de la population de cet établissement.

5° RÉGIME DISCIPLINAIRE

D'une façon générale, les pupilles d'Aniane travaillent assez bien. Ils ne tardent pas à se laisser aller aux habitudes d'une existence réglée, saine, entourée d'encouragements sympathiques, mais s'il est exact que toute agglomération d'hommes a besoin d'être sou-

mise à des règles strictes, nécessaires pour le maintien du bon ordre, plus que partout ailleurs, une discipline sévère s'impose dans une colonie pénitentiaire où se rencontrent des natures rebelles conservant toujours des velléités d'indépendance.

Des fautes sont commises; il convient de les réprimer avec une fermeté inflexible mais non exempte de bonté; il faut que l'enfant soumis à cette discipline ne soit pas contraint d'obéir par la force à la règle commune, qu'il arrive à avoir, de lui-même, le goût de l'ordre, de la vie laborieuse et rangée.

Il ne nous paraît pas indispensable pour atteindre ce but, de plier l'enfant à une discipline quasi-militaire. L'emploi de commandements s'explique dans une troupe armée où la rapidité et la précision des mouvements sont indispensables, mais il est déplacé dans une colonie publique. Est-il nécessaire, d'autre part, de subdiviser la population de l'établissement en escouades, sections, pelotons? La sortie des ateliers, des réfectoires, des dortoirs, s'accomplirait sans cela, aussi rapidement. Dans les écoles et plus généralement dans les institutions qui supposent une réunion d'enfants, les rassemblements se font dans un ordre parfait et sans qu'il soit besoin de faire appel au vocabulaire militaire.

a) LES RÉCOMPENSES

Les moyens les plus utiles pour maintenir l'ordre, se sont évidemment les récompenses; ces encouragements qui développent l'amour-propre des pupilles en excitant leur émulation, constituent en quelque sorte, un remède préventif contre les punitions.

Ce point de vue n'est pas négligé à Aniane. L'échelle des récompenses, sauf quelques particularités que nous signalerons, est celle adoptée par le règlement du 15 juillet 1899.

Les pupilles qui se conduisent bien reçoivent des gratifications en numéraire, accordées mensuellement pour le travail et la conduite. Ces rémunérations portées au crédit de l'enfant, lui constituent un pécule de sortie; il trouvera donc un avantage et un intérêt appréciable à se montrer laborieux. De ce système, de bons points résultent cependant, à l'heure actuelle, des inégalités qu'il conviendrait d'atténuer en accordant un salaire à tous les mineurs envoyés en correction.

En dehors des primes ainsi obtenus, les jeunes gens qui, après trois mois de présence, n'ont été l'objet d'aucune punition, sont inscrits au tableau d'honneur.

« Le colon n'est pas assez grand, disait M. Puiraband, pour se contenter de cette idée abstraite: « Mon » maître m'estime, il sait que je travaille, il m'aime » bien ». Cela suffit pour des hommes, cela ne suffit pas pour l'enfant. Il faut que le mérite soit visible. Eh! mon Dieu! on mène les hommes comme les enfants, par la visibilité extérieure de leur mérite ».

Le tableau d'honneur, le tableau sur lequel quand on a bien travaillé on est inscrit et qui est affiché, bien en vue, pour vous donner comme modèle aux autres, n'est-il pas le premier de ces signes extérieurs?

A côté de cela, il y a les galons; les grades d'adjudants, sergents, caporaux, sont ainsi octroyés, et donnent à leur titulaire le commandement d'un peloton, d'une section ou d'une escouade.

Cette organisation militaire est d'autant plus critiquable que les galons donnent une certaine autorité à ceux qui les ont obtenus et qui prennent le commandement de leur fraction de troupe pendant les exercices militaires et pour la mener à l'atelier, en récréation, etc. Sans doute ils ne peuvent pas punir, mais ils peuvent « dénoncer »; ils deviennent dès lors de petits tyrans, et « en profitent pour satisfaire des appétits qui ne sont pas toujours ceux du ventre ». L'inscription au tableau d'honneur et les galons donnent droit d'autre part à des vivres supplémentaires, une fois par semaine (1). A ce sujet, il est intéressant de rappeler que lors de la discussion au Ministère de l'Intérieur du règlement de 1899, un désaccord se produisit entre les divers membres de la Commission. Quelques-uns voyaient dans les récompenses, une question de satisfaction d'appétit et demandaient (ce qui du reste a été fait), la création d'une table d'honneur qui consisterait à avoir un menu un peu plus relevé « agrémenté de saucisses et de confitures ». D'autres estimaient qu'aucune récompense ne devait avoir pour but de remplir davantage l'estomac. Nous nous rangeons sans hésitation à cette dernière théorie. Nous ne croyons pas, pour reprendre une expression pittoresque, à l'amélioration de la jeunesse par la confiture.

L'obtention d'un grade, l'inscription au tableau d'honneur, ne devraient pas se traduire par une aug-

(1) Chaque dimanche, au repas du soir, les pupilles inscrits au tableau d'honneur sont placés à une table distincte; leur menu est augmenté d'un ragoût et d'un quart de vin.

mentation de nourriture. Le système appliqué à Mettray serait à retenir. Les jeunes gens qui passent une année sans punition grave, obtiennent un galon de bonne conduite, qui donne droit à *une prime annuelle* (1); avec trois ans de bonne conduite, les pupilles peuvent ainsi arriver à obtenir trois galons qui triplent la prime. Ce système parfaitement conçu a l'avantage d'augmenter le pécule de l'enfant.

Les pupilles apprécient beaucoup comme récompense les emplois de confiance; chaque samedi, le directeur donne une audience aux enfants qui désirent lui parler. La plupart viennent lui rappeler leur bonne conduite, et solliciter une affectation à un poste de confiance: cuisine, boulangerie, infirmerie, jardin; quelques-uns demandent même un simple changement d'atelier. Ces mesures de faveur ont l'avantage de montrer aux camarades de celui qui obtient une de ces places, que le directeur le tient en estime. Mais nous formulons à nouveau des réserves sur les conséquences de ces affectations souvent prononcées sans consulter les contre-maîtres intéressés, et qui peuvent avoir une répercussion fâcheuse dans l'organisation des ateliers; spécialement les changements d'ateliers, devraient être accordés avec beaucoup de circonspection; le requérant n'a souvent d'autre but que de rejoindre un camarade avec lequel s'établissent des relations trop intimes, ou avec qui, il pourra fomenter un projet d'évasion.

Les placements pendant la période des vendanges,

(1) On ne doit pas confondre ces primes avec les gratifications

les placements chez les particuliers, les engagements dans l'armée, la libération provisoire, sont encore des moyens d'émulation qui excitent les jeunes délinquants à se bien conduire. Ces récompenses supposent la sortie du pupille de la Colonie, elles feront l'objet d'un prochain chapitre.

Des livrets de caisse d'épargne sont encore alloués aux pupilles. Dans le courant de l'année 1926, une somme de 870 francs, accordée par l'Administration supérieure a été répartie et versée aux livrets de caisses d'épargne.

Les enfants sont sensibles à l'éloge, soit en particulier, soit en public; c'est encore une façon d'extorier leur mérite.

Deux récompenses, en dehors de celles qui sont prévues par le règlement, sont très en faveur dans la Colonie d'Aniane: le port des cheveux et le port des souliers en cuir au lieu des galoches.

Le port des cheveux est accordé à ceux qui, ayant un an de présence dans l'établissement, sont proposés pour la libération provisoire, l'engagement ou le placement, ou bien à ceux qui, comptant deux ans de présence, n'ont pas pu bénéficier par suite de circonstances exceptionnelles, d'une mesure gracieuse; ont droit au port des souliers en remplacement des galoches plus lourdes et inconfortables, les pupilles qui, en raison de leur bonne tenue, ont obtenu le tableau d'honneur. Et nous nous rappelons avoir entendu à Aniane le dialogue suivant entre le directeur et un pupille, employé à la boulangerie:

« Etes-vous content du régime de la Colonie? »

— Oui, Monsieur le Directeur.

— Quelle infraction avez-vous commise, pour être envoyé à Aniane?

— J'avais volé 30.000 francs.

— Vous avez maintenant conscience de votre faute, vous vous conduisez bien? Avez-vous le tableau d'honneur? ».

Et ce grand garçon, avec un sourire orgueilleux, montra, sans dire un mot, ses souliers au directeur.

On a, actuellement, mis à l'étude l'institution d'une réglementation disciplinaire uniforme adaptée au caractère éducatif des colonies pénitenciaires. Il serait souhaitable que le nouveau règlement fasse mention, dans sa nomenclature, de ces deux dernières récompenses qui donnent à l'enfant une notion du bien-être acquis par le travail et la bonne conduite.

Récompenses accordées en l'année 1926

(Population moyenne de 215 mineurs)

- 198 pupilles ont été inscrits au tableau d'honneur;
- 66 ont obtenus des grades ou insignes divers;
- 22 — — — éloges ou félicitations;
- 90 — — — la faveur du placement;
- 26 — contracté un engagement;
- 16 — été remis aux familles.

b) LES PUNITIONS

Cependant la répression est quelquefois nécessaire, et lorsque des manquements sont constatés, des fautes graves commises, une pénitence doit être imposée. La

punition est, dans un certain sens, un moyen d'éducation qui assouplit et redresse le caractère ; pour être efficace elle devra être juste, proportionnée au mal et infligée avec le plus grand soin pour éviter de décourager le « délinquant ».

L'action du directeur est ce qu'il y a de mieux dans ces circonstances. Les punitions ne sont infligées que par lui et jamais au moment même de l'infraction. On évite ainsi une décision précipitée et qui, provenant d'agents subalternes, pourrait être prise sous l'empire d'un juste mécontentement. L'enfant, d'autre part, a eu le temps de réfléchir sur les conséquences de sa faute, et les réprimandes du directeur pourront ainsi porter de meilleurs fruits. Cependant, l'instituteur conserve exceptionnellement le droit, pendant la classe, d'expulser un indiscipliné ou de le punir du piquet-debout.

Chaque matin, à 10 heures, les punis de la veille comparaissent au prétoire et le directeur, assisté de l'instituteur chef et du surveillant chef, prononce les sanctions méritées ; ayant entre les mains le dossier de celui qui comparaît devant lui, il peut apprécier sa conduite générale, et la gravité de la faute commise. Il ne manque pas de donner à chacun des conseils de sagesse, il les exhorte avec une patience inlassable à éviter de retomber dans de pareils errements, leur fait entrevoir les avantages dont une bonne conduite pourrait les faire bénéficier. Et cette intervention indulgente calme la résistance entêtée du coupable.

Les punitions admises dans l'établissement sont selon les cas :

Les privations de récompenses générales et individuelles (radiation du tableau d'honneur, perte des galons et des emplois de confiance); dans ces cas, la durée de l'épreuve de bonne conduite est doublée.

La privation de récréation par la mise au piquet, la réprimande, les retenues sur le pécule pour dégâts ou malfaçons volontaires, le lit de camp (1), le pain sec ordinaire et le pain sec de rigueur, le peloton de discipline, la cellule de punition, l'envoi à la colonie correctionnelle.

Conformément aux prescriptions en vigueur, les châtimens corporels, l'usage des menottes sont rigoureusement interdits.

Les punitions de pain sec ne sont jamais appliquées plusieurs jours consécutifs, l'enfant reçoit les vivres ordinaires tous les deux jours; au-dessus de sept jours, le médecin doit être consulté. Les pupilles mis au pain sec sont placés au réfectoire, à une table spéciale, ils reçoivent, la soupe le matin, le pain sec à midi et la pitance le soir; cette pitance est remplacée par la soupe lorsque la punition est le pain sec de rigueur.

La mise en cellule est prononcée pour un temps qui ne peut excéder quinze jours et pour des faits graves: Refus d'obéissance, refus de travailler, actes de rébellion, voies de fait sur les agents, insultes au personnel, évasion. La cellule est alors indispensable pour mater les rebelles et les séparer pendant quelques temps de leurs camarades.

(1) Le lit ordinaire est remplacé par une planche posée sur le sol. Cette punition ne peut être prononcée que contre des pupilles âgées de plus de 15 ans, mais elle est rarement appliquée à Aniane.

Ces infractions graves sont heureusement assez rares.

Il se produit pourtant des évasions : parfois les petits vagabonds pris soudain de la nostalgie des anciennes habitudes, s'enfuient spontanément ; ils n'ignorent pas qu'ils seront bientôt arrêtés et ramenés dans la Colonie. Qu'importe ! ils partent au hasard, sous une poussée subite de leur instinct. C'est au fond une aventure puérile qui se produira toujours et aura la même conclusion inévitable, le retour du fugitif dans la Colonie. Mais certaines évasions présentent un tout autre caractère de gravité ; elles supposent une dissimulation de tous les instants de la part du pupille qui trompe la confiance que l'on avait mise en lui.

Les évadés, selon les termes de l'article 109 de l'arrêté de 1899 sont ramenés dans l'établissement d'où ils ont cherché à s'enfuir. Cette disposition n'est pas sans provoquer des inconvénients. M. Vidal-Nacquet, président du Comité de défense des enfants traduits en justice, se plaisait à citer un exemple frappant : Il avait vu ramener à Aniane « un enfant plus barbu qu'un sapeur, qui s'était évadé et avait vécu pendant trois ans dans une roulotte avec sa maîtresse. Quant au bout de quelques jours d'isolement, on a vu dans la cour ce grand garçon qui avait passé trois ans hors de la colonie, cela a été fini, quinze jours après, il y avait des évasions, des révoltes, de la riposte dans l'atelier, de la mauvaise humeur ». On comprend que l'on ramène un évadé, quand sa réintégration se produit à deux ou trois mois d'intervalle, mais, quand plusieurs années se sont écoulées depuis son évasion, il est inadmissible de le réintégrer dans le même établissement. C'est un élément de trouble qui doit disparaître.

La mise en cellule peut-être prononcée avec vivres complets, pain sec ou pain sec de rigueur, couchage ordinaire ou lit de camp. Pratiquement, la punition est le plus souvent prononcée avec pain sec de rigueur, et lit de camp.

Les pupilles punis du peloton de discipline forment, d'après le règlement de 1898, une escouade distincte; ils sont occupés aux corvées de l'établissement, ne sont jamais réunis aux autres soit pendant la récréation, soit pendant le réfectoire. « Ils couchent dans un dortoir spécial » (1). Ils peuvent être mis au pain sec ou au pain sec de rigueur. A Aniane, la punition ressemble étrangement à la mise en cellule: les punis sont enfermés dans le quartier cellulaire; seul, le régime alimentaire est différent. Avant la guerre, le peloton de discipline fonctionnait absolument comme dans les Maisons Centrales, et comprenait des marches d'un quart d'heure alternées de repos. La pratique actuelle est en tout préférable; l'encellulement est moins terrible que les marches forcées faites, pendant de longues heures, autour d'une cour ou d'une salle. Ces punis devraient pourtant être occupés, dans la journée, aux corvées du quartier cellulaire, aux lieu et place des nouveaux arrivés, employés au service général.

Les pupilles incorrigibles peuvent enfin, sur la proposition du directeur et l'avis du Préfet, être envoyés à la Colonie correctionnelle d'Eysses.

(1) Même si elle doit être appliquée conformément au règlement, cette punition ne nécessite plus de dortoir spécial étant donné l'organisation de dortoirs cellulaires.

Cette mesure extrême n'est appliquée que dans des cas exceptionnels. M. V. Naquet, n'en est pas partisan; il estime que le pupille, attiré par l'inconnu, considérera ce changement comme une promenade et non comme une sanction; il préconise la création d'un quartier cellulaire spécial dans la colonie même. Cependant, il y a intérêt, semble-t-il, à séparer la mauvaise herbe du bon grain, et la création d'un quartier cellulaire ne serait pas sans amener des complications dans l'organisation intérieure de l'Etablissement.

Mieux que de longues dissertations, les statistiques suivantes, donnent un aperçu de l'état disciplinaire de la population d'Aniane.

(Voir tableau page suivante).

Les Punitions (Année 1926)

I. — Nombre de pupilles qui ont comparu au prétoire et infractions commises.		II. — Punitions infligées	
INFRACTIONS	NOMBRE DE PUPILLES		
Vols.....	3	Envois à la Colonie Correct. d'Eysses.	26
Immoralité.....	15	Cellule.....	64
Voies de fait...	9	Pain sec.....	325
Paresse au trav ^l .	287	Pain secsans pitance.	268
Insubordination.	30	Réprimandes.....	239
Autres infract..	1.503	Autres punitons (pi- quet, retenues sur pécule, peloton de discipline).....	925
Total.	1 847		1.847

Envois à la Colonie Correctionnelle d'Eysses

I. — Nombre de pupilles envoyés à la Colonie correctionnelle d'Eysses par la Colonie d'Aniane.				II. — Nombre des pupilles envoyés à la Colonie Correctionnelle d'Eysses par les principales Colonies pénitenciaires.		
Années	Nombre	Années	Nombre	Colonies	Année 1926	Au 31 Juillet 1927
1914	95	1922	13	Aniane.....	26	4
1915	27	1923	8	Ste-Maurice..	2	6
1916	27	1924	7	Belle-Isle...	10	4
1917	54	1925	20	St-Hilaire...	2	7
1918	7	1926	26	Les Douaires	1	supprimé
1919	6	1927	4	Mettray.....	4	
1920	14	Au 31 juillet				
1921	15					

On peut donc constater le peu de gravité des infractions reprochées d'une façon générale aux pupilles d'Aniane. La suppression du tableau d'honneur accompagnée d'une réprimande, le pain sec, le pain sec de rigueur sont les sanctions le plus couramment appliquées. Du reste, dans l'opinion des directeurs d'établissements, les privations de nourriture, en qualité et en quantité, peuvent seules assurer et rendre efficaces le système disciplinaire. Les enfants sont très sensibles au pain sec.

Les motifs de ces punitions ne varient guère : inattention en classe, paresse, attitude incorrecte, mauvaise tenue sur les rangs, autant de fautes qui s'expliquent par l'âge de l'enfant et son éducation première. Cela ne nous interdit pas de noter une amélioration progressive dans l'état disciplinaire de la Colonie d'Aniane. Qui ne se rappelle les mutineries du 2 mars 1913 et du 28 avril 1914, au cours desquelles, successivement, 48, puis 15 pupilles s'évadèrent à la fois ? Et quand on interrogeait ces enfants, ils faisaient tous une réponse identique : « J'ai à me plaindre du Directeur de la Colonie, qui n'a pas voulu, malgré ma bonne conduite, m'inscrire au tableau d'honneur, et qui, pour la moindre faute, nous fait frapper par les gardiens, et mettre en cellule ». Ces paroles, peut-être inconsidérées, permettent pourtant d'apprécier l'état d'esprit qui régnait dans la Colonie pendant cette période.

Aujourd'hui, il n'y a plus à Aniane, ni mutineries, ni évasions collectives. Les enfants s'habituent, facilement aux exigences d'une discipline ferme, mais paternelle.

DEUXIÈME PARTIE

Le Pupille à sa sortie de la Colonie

Après avoir étudié le règlement intérieur de la Colonie d'Aniane, nous devons envisager la situation des pupilles à leur sortie de l'établissement. Ces jeunes gens, en effet, ne doivent pas, dès cet instant, cesser de nous intéresser ; c'est, au contraire, dans le milieu où ils vont vivre désormais, que nous pourrons apprécier les résultats de l'éducation reçus dans la Colonie.

Une question d'humanité se pose encore : dans la Société, dans la famille qui va l'accueillir en rechignant, on reprochera longtemps son origine au jeune homme qui sort d'une « Maison de Correction » ; pour beaucoup, il restera le « colon » ; son passé malheureux lui sera facilement jeté à la face comme un anathème et il aura à vaincre l'animosité de ses concitoyens. Plus que dans la Colonie, par conséquent, il a besoin d'être soutenu, réconforté.

Nous pourrons apprécier comment, dans notre siècle de civilisation avancée, on aide l'enfant à accomplir ce premier pas, ce pas décisif vers une vie faite de travail et d'honnêteté.

L'article 66 du Code Pénal prévoit que les mineurs conduits dans une colonie pénitentiaire, y sont élevés et détenus (1) pendant le nombre d'années que le jugement déterminera et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque de la majorité civile. La Colonie d'Aniane reçoit les enfants âgés de 16 ans, la durée maximum de leur séjour est donc de cinq ans.

Mais l'article 9 de la loi de 1850 avait déjà permis à titre d'épreuve, d'abrégier ce séjour en plaçant les « jeunes détenus » (1) hors de la Colonie (ce placement provisoire est le prototype de la libération conditionnelle organisée par la loi du 14 août 1885 à l'égard des condamnés adultes; il en diffère cependant en ce sens qu'il n'est pas seulement une mesure de faveur, c'est encore un moyen d'éducation qui permet « de ne pas tout d'un coup livrer à lui-même, un enfant tenu trop longtemps en tutelle ».

Cette disposition a été complétée par le règlement général du 10 août 1878 et l'arrêté du 15 juillet 1899. A l'heure actuelle, le jeune délinquant, sans attendre l'arrivée du terme fixé par les juges, peut bénéficier: d'un placement provisoire chez les particuliers, il peut être autorisé à contracter un engagement, il peut enfin, être remis à sa famille.

(1) Termes impropres qu'il conviendrait de remplacer.

A. — LE PLACEMENT PROVISOIRE

Les textes qui réglementent cette matière (1) et les circulaires qui les ont suivis ont cependant laissé subsister des variétés dans le régime des placements, aussi bien dans le nombre des places que dans la durée du temps d'épreuve considéré comme indispensable: tandis que dans certaines colonies, une présence de dix-huit mois à deux ans est exigée, à Aniane, les placements ont lieu quelquefois au bout d'un an seulement.

Les pupilles qui, d'après leur dossier méritent la faveur du placement sont inscrits sur une liste spéciale; en pratique, lorsqu'un propriétaire des environs a besoin d'un garçon de ferme, d'un valet, il se présente à la Colonie ou écrit au Directeur. Celui-ci discute avec ce futur patron les clauses du contrat de placement, fixe le prix des gages, les conditions dans lesquelles l'enfant sera nourri, habillé et logé; il prend également des renseignements de moralité sur le demandeur auprès du maire de sa résidence. Puis la signature du contrat a lieu; un exemplaire en est transmis au Ministre pour approbation.

Ces contrats sont établis d'après un contrat de placement type dans lequel l'Administration a imposé la clause générale du versement au profit de la Caisse de patronage (2) de l'établissement d'une somme égale à 2 p. 100 du montant des gages au moment de la signature.

(1) Voir règlement du 10 avril 1869 et décret du 15 juillet 1899.

(2) Voir Le patronage, *infra*.

du contrat, 1 p. 100 au moment du paiement de chaque trimestre et 3 p. 100 à chaque renouvellement de contrat.

La durée du contrat est variable; il peut être renouvelé du consentement des parties; les gages annuels s'élèvent à 950 francs au minimum et à 2.000 francs au maximum et sont payés à la Colonie, par trimestre; ces sommes sont versées aux livrets de Caisse d'Épargne dont sont titulaires tous les placés.

Ces derniers reçoivent de l'Etablissement, au moment de leur départ, les effets suivants: 1 complet de drap, 3 chemises couleur, 2 paires de chaussettes, 1 cravate, 3 mouchoirs, 2 casquettes, 1 paire de souliers, 2 caleçons, 1 tricot coton, 1 ceinture, 2 vêtements de travail (bleu ou blanc), 2 pantalons. Ce trousseau n'est pas renouvelable. Si par la suite l'enfant a besoin de remplacer certains de ces effets, le patron demande au Directeur l'autorisation de les acheter dans le commerce. Le montant de ces achats est ensuite prélevé sur les gages du pupille sur production d'une facture délivrée par le vendeur.

**Nombre de placements chez les particuliers
effectués à Aniane depuis 1924**

ANNÉES	EFFECTIFS	NOMBRE DE PLACEMENTS
1924	194	85
1925	219	83
1926	188	90

Année 1926

Placements dans les villes (industriels).....	5
Placements dans les campagnes	85
	<u>90</u>

**Montant moyen des gages
dans les différentes Colonies en 1926**

ETABLISSEMENTS	TAUX	MOYENNE
Aniane.....	840 à 1.800 Fr.	1.000 Fr.
Saint-Maurice.....	400 à 1.440 »	850 »
Saint-Hilaire.....	1.320 à 2.300 »	1.500 »
Belle-Isle.....	480 à 1.500 »	1.000 »
Doullens.....	850 à 1.560 »	900 à 1.000 Fr.
Clermont.....	840 à 1.200 »	950 Fr.
Cavillac.....	750 à 1.000 »	850 »

**Tableau comparatif des placements effectués en 1926
dans les diverses colonies publiques**

ETABLISSEMENTS	POPULATION MOYENNE	PLACEMENTS
Saint-Maurice,.....	353	108
Aniane.....	215	90
Saint-Hilaire.....	275	56
Belle-Ile.....	238	23
Doullens.....	188	46
Clermont.....	118	9
Cadillac.....	83	3

Aniane n'éprouve donc, en général, aucune difficulté pour placer ses pupilles. Mais ces placements, la plupart agricoles, n'offrent pour les enfants aucun avantage au point de vue de leur éducation; ils peuvent même leur être nuisibles s'ils intéressent des sujets qui ont effectué dans un atelier un apprentissage sérieux. Cette situation résulte évidemment de la discordance qui existe entre le caractère industriel de l'établissement et sa situation dans une contrée viticole. Le Directeur essaie par tous les moyens de remédier à cette anomalie, il cherche à placer chez des industriels, les bons « ouvriers »; il se heurte malheureusement à l'indifférence de beaucoup.

D'ailleurs, d'une façon générale, et même parmi les cultivateurs qui sollicitent encore l'aide des « colons », existe cette mentalité déplorable que nous avons signalée à plusieurs reprises, qui tend à considérer l'enfant envoyé dans un établissement pénitentiaire comme un criminel. Et le plus grand nombre de ces patrons éventuels, en égoïstes, redoutant par avance les responsabilités, préfèrent ne pas utiliser la main-d'œuvre qui leur est offerte. Ils oublient de demander à leur conscience si l'accomplissement d'une bonne œuvre ne représente pas à lui seul un bénéfice suffisant.

*
**

Nous ne voudrions pas englober dans une critique acerbe tous les braves gens qui font partager au pupille leur vie simple et familiale, hâtant ainsi son reclassement. Ceux-là reçoivent l'enfant chez eux sans aucune

appréhension et ils se préoccupent de le diriger, de le conseiller chaque fois que l'occasion s'en présente. Mais combien plus nombreux sont les autres, ceux qui, après au gain, n'ont qu'un but lorsqu'ils embauchent un « colon » : avoir de la main-d'œuvre à bon marché. L'enfant est accueilli par eux avec une réserve hautaine ; il est sans tarder accablé de besogne, du matin jusqu'au soir. Il obéit tout de même, veut satisfaire son patron ; mais celui-ci loin de l'encourager le considère toujours comme une bête de somme qui n'a aucun droit à faire valoir ; et finalement, ne voulant plus être une dupe, un beau jour le pupille s'enfuit, emportant quelquefois l'argent de son patron. Ces évasions, il est vrai, ne sont pas excusables, car dans ces circonstances, le jeune homme devrait avertir simplement le directeur et lui demander (certains se conforment à cette règle) d'être réintégré dans la colonie. Cependant tous les torts n'incombent pas à l'enfant qui abandonne sa place ; les patrons, dans bien des cas, sont les plus grands coupables. Ils font un révolté de l'enfant que la Colonie leur a confié et ils discréditent ainsi l'établissement pénitentiaire.

On nous accusera peut-être d'exagération : nous avons pu suivre une affaire correctionnelle dans laquelle étaient inculpés plusieurs pupilles de la Colonie d'Aniane placés chez un particulier. Ils étaient poursuivis pour coups et blessures, sur la personne d'un valet de ferme qui les avait injuriés. La veille ils avaient aidé cette personne, avec un dévouement et un entrain au-dessus de tout éloge à sauver tout un troupeau qui était enfermé dans une bergerie en feu. C'est par une plainte

au Procureur de la République qu'on a su reconnaître leur conduite courageuse.

D'ailleurs, le chiffre des abandons de placements vient en quelque sorte sanctionner nos dires. Pour une moyenne de 87 placements en 1926, 5 pupilles ont été réintégrés pour inconduite, 32 ont abandonné leur placement. Sans doute, à côté des évasions préméditées qui dénotent la perversité du coupable, il faut également tenir compte de celles qui résultent de la réunion de plusieurs pupilles dans une même ferme ou dans des propriétés limitrophes. Des fréquentations s'établissent entre ces jeunes gens qui, par forfanterie, donnent libre cours à leurs mauvais instincts. Ils s'exaltent au contact l'un de l'autre, et l'évasion ou la réintégration sont le dénouement inévitable de ces amitiés. Mais toutes ces défections ne s'expliquent pas par la perversité des enfants, car n'oublions pas que les placements supposent une conduite exemplaire d'un an au moins; et que, dès lors, ce sont les meilleurs sujets de la Colonie qui sont placés.

Les règlements prévoient bien que les pupilles placés seront l'objet de visites périodiques, qui permettront d'apprécier leurs conditions d'existence et leur conduite. Mais de l'aveu même du Directeur d'Aniane, il lui est impossible de procéder à des déplacements réguliers, le lieu de placement étant quelquefois éloigné de la colonie, dans un pays dépourvu de moyens de communications; bien souvent il est accaparé par le service intérieur de la Colonie où sa présence est indispensable. C'est donc un moyen de contrôle qui, à l'heure actuelle, est inefficace.

Une mise au point s'impose donc sur cette question du placement des pupilles d'Aniane. En ce qui concerne les pupilles, ils ne devraient jamais être placés en groupe ou dans des localités trop rapprochées. Le nombre de placements n'est pas excessif et ceux-ci ne seraient pas rendus plus difficiles; il serait possible en tout cas de procéder à des placements plus éloignés de la Colonie, sous réserve bien entendu de réorganiser les visites périodiques prévues. Des instructions pourraient être données, qui autoriseraient les directeurs des établissements pénitentiaires à adresser aux maires du département où se trouve la Colonie et des départements voisins, des lettres circulaires tendant à faire rechercher les propriétaires ou industriels qui accepteraient chez eux des pupilles; dans notre département la moitié au moins de la population rurale ignore qu'elle trouverait à Aniane de la main-d'œuvre agricole ou industrielle.

Dans sa séance du 26 mai 1922, la Conférence des Présidents et Directeurs des Œuvres de patronages, s'est préoccupée de l'organisation pratique d'un patronage et d'un comité de défense des enfants traduits en justice qui assureraient, dans des conditions économiques favorables, le placement des mineurs dans une école de rééducation, ou l'assistance des libérés adultes après entente avec les œuvres d'assistance par le travail. Pourquoi ne pas concevoir une pareille entente, pour les placements provisoires, chez les particuliers? La presse peut encore être d'une grande utilité; c'est ainsi que le Directeur d'Aniane, de temps à autres, fait insérer des annonces dans les journaux sous la rubrique « Demandes d'emplois ».

Mais l'extension des placements nécessiterait la création d'un service spécial de contrôle qui serait chargé uniquement de visiter les pupilles placés de nos colonies publiques. Pour une population annuelle moyenne de 300 placés, deux agents suffiraient à assurer ce service, les directeurs restant subsidiairement chargés de visiter les enfants placés aux environs des établissements intéressés. Ces visites devraient toujours être faites à l'improviste, principalement pendant le travail et aux heures des repas; être renouvelées, surtout chez les patrons sur le compte desquels des observations ont pu être faites.

En dernier lieu, nous insistons sur la nécessité qu'il y a à faire connaître à ceux qui sont susceptibles d'employer des pupilles, les idées qui ont présidé et présideront encore à l'élaboration des lois et règlements concernant la protection et l'éducation des enfants coupables. Les patrons, les employeurs, pèchent parfois par ignorance. Ils ne savent pas ce que l'on attend d'eux: « Nous rendons service à l'Etat, disent-ils, en le débarrassant d'un pupille qu'il n'aura pas à entretenir ». Ils ne se doutent pas que le placement n'a qu'un but: l'intérêt de l'enfant que l'on veut le plus vite possible replacer dans la vie normale. Que deviendront toutes les théories, tous les vœux que l'on pourra émettre concernant la protection de ces enfants si les « agents d'exécution » ne connaissent pas leur rôle!

Doit être rapproché des placements provisoires, le système des équipes viticoles, que la Colonie d'Aniane détache, chaque année, pendant la période des ven-

danges, chez les propriétaires de la région. Cette pratique particulière à l'établissement, a subi depuis deux ans, de sérieuses modifications. Antérieurement, les équipes étaient mises à l'entière disposition des propriétaires. Les pupilles étaient nourris et couchés. C'était, en quelque sorte, un placement à durée limitée. Cette mesure de faveur n'était pas sans entraîner des inconvénients, et les évasions très fréquentes durant cette période.

Depuis l'année 1925, les viticulteurs viennent chercher, le matin, leur équipe à qui ils fournissent le repas du midi; les pupilles, chaque soir, réintègrent la Colonie (1). Le nombre des placements ainsi effectués, varie entre cinquante et soixante. Ces nouvelles dispositions ne présentent que des avantages: les jeunes gens ainsi placés ne sont plus exploités comme ils l'étaient auparavant; sous prétexte de leur faire gagner de l'argent de poche, à l'insu de l'Administration, les propriétaires les astreignaient à accomplir des heures supplémentaires. Aujourd'hui, les pupilles rentrent dès que la journée est finie. De plus, le dimanche, lorsqu'ils ne travaillaient pas, les « colons » (on les désigne toujours ainsi) se retrouvaient au village; ces réunions, le désœuvrement aidant, ne pouvaient que leur être préjudiciables.

Le véritable intérêt de ces travaux, réside pour les pupilles, dans la rémunération assez forte qui y est

(1) Nous avons placé l'étude des équipes viticoles à côté des placements provisoires, car cette pratique suppose que l'enfant cesse pendant la journée d'être soumis à la discipline intérieure de la colonie.

attachée. A Aniane, en 1927, les salaires journaliers étaient de 13 fr. 20 pour les coupeurs de raisins et de 17 fr. 60 pour les porteurs (non compris le repas du midi). Les sommes gagnées par les vendangeurs se sont élevées en 1925, à 7.991 francs et en 1926, à 8.298 fr. 50.

Les salaires sont acquis pour moitié aux pupilles et versés à leur livret de caisse d'Epargne.

B. — LE PÉCULE

Si nous avons eu à examiner le fonctionnement soit d'une prison départementale, soit d'une maison centrale, la question du pécule aurait eu sa place après les développements réservés à l'organisation du travail, au fonctionnement des ateliers. L'adoption de ce plan ne s'expliquait pas dans le présent ouvrage, puisque, à Aniane (il en est ainsi dans nos colonies publiques), le jeune délinquant envoyé en correction, n'obtient aucune rétribution pour le travail qu'il produit.

Nous aurions pu parler du pécule en même temps que des récompenses; en effet, des gratifications sont accordées à ceux qui se conduisent bien et font preuve d'assiduité au travail. Mais c'est là une partie infime du pécule, qui est principalement constitué par les gages reçus dans les divers placements et les salaires journaliers des vendangeurs.

C'est pourquoi nous avons cru logique d'entreprendre l'étude du pécule, après celle des placements.

Le mot: pécule, est-il exactement employé?

Il suppose habituellement l'attribution à des « détenus » d'un certain nombre de dixièmes du prix de

main-d'œuvre payé par l'entrepreneur ou le confectonnaire, et il se divise en deux parties égales : le pécule disponible et le pécule de réserve ; le premier, laissé à la disposition des détenus pour améliorer le régime alimentaire par des achats à la cantine, l'autre mis de côté pour le jour de la libération.

Nous devons donner, ici, au mot pécule un sens plus général : c'est l'ensemble des sommes qui appartiendront aux pupilles le jour de la libération.

D'abord, un compte est ouvert à chaque pupille dans les conditions prévues par le règlement du 4 août 1864. Il est constitué par les sommes allouées à titre de gratifications ou de récompenses. Chaque bon point accordé a une valeur de cinq centimes. On conserve la distinction entre le pécule de réserve et le pécule disponible, mais ce dernier est indisponible pour l'enfant, il peut seulement être utilisé pour payer les dommages matériels volontaires qui ont pu être occasionnés. Les mots ont donc perdu leur signification première.

D'ailleurs, le terme impropre de pécule n'est employé ni par le règlement de 1869, ni par l'arrêté de 1899 ; celui-ci dispose notamment que : « les sommes accordées dans la Maison aux pupilles..... sont inscrites au compte de chaque enfant ».

La simple attribution de bons points de cinq centimes, ne permettra jamais aux pupilles de posséder des sommes importantes, mais chacun est susceptible d'être placé chez les particuliers, ou même simplement de faire partie d'une équipe viticole. Dès lors, il sera possible à ces jeunes gens d'avoir à leur actif un véritable pécule qui sera constitué par les gages ou sa-

lares qu'ils auront touchés. C'est ainsi que les placés peuvent obtenir des mensualités moyennes de 120 fr., et posséder au bout de deux ans, 2.000 francs environ. De même, un vendangeur au salaire journalier de 16 francs, pourra en vingt-cinq jours, augmenter son pécule de 150 francs (1).

Le règlement de 1869, prévoyait que toutes les sommes, accordées aux pupilles à quelque titre que ce soit, seraient déposées à la Caisse d'Epargne. L'arrêté de 1899 a modifié ces dispositions : Les gratifications ou récompenses obtenues dans la Maison ne sont placées à la Caisse d'Epargne qu'à la fin de chaque année, et si l'avoir du pupille est supérieur à 20 francs.

Le paiement des sommes ainsi placées, ne peut avoir lieu qu'à l'époque de la majorité légale des titulaires des livrets, ou, en cas d'engagement, à la libération du service militaire. Tout versement anticipé ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Ministre. Lorsque le mineur a atteint l'âge de 21 ans, au moment de la libération, il reçoit une certaine somme à son départ et le reliquat lui est adressé par mandat-poste après son arrivée à destination.

En aucun cas, le fond de pécule, n'est affecté aux frais de route et d'habillement du pupille libéré.

Les intérêts de l'enfant sont donc sauvegardés. L'établissement prend à sa charge tous les frais de la libération et évite de remettre au voyageur des sommes trop importantes qui pourraient l'inciter, dans la joie du départ, à dilapider tout cet argent.

(1) Ils ne bénéficient dans ce cas que de la moitié de leur salaire.

C. — LA REMISE AUX FAMILLES

Le meilleur moyen de reclasser rapidement l'enfant qui a été envoyé en correction est, sans aucun doute, la remise à la famille quand on peut compter sur une surveillance efficace de la part des parents.

Hélas ! on ne peut avoir recours à cette mesure qu'assez rarement, car bien souvent la déchéance de l'enfant a eu pour origine la désagrégation de la famille, l'abandon absolu dont il a été l'objet, les mauvais exemples qu'il a reçus.

D'un autre côté, lorsqu'il serait possible de faire bénéficier l'enfant de cette récompense, on se heurte au refus des parents. Le directeur nous a signalé, à Aniane, un jeune homme qui attendait avec une joie non dissimulée, que sa sœur ait accepté de se charger de lui ; mais son beau-frère sous de vains prétextes, n'a pas voulu le recevoir. Ces refus qui ne tendent à rien moins qu'à aigrir le caractère des pupilles, ne s'expliquent pas, ou plutôt on ne peut leur trouver qu'une raison : l'égoïsme. Pourquoi s'embarrasser d'un « colon », d'un individu dangereux qui viendrait troubler une existence heureuse ? Ainsi, même chez ceux qui devraient s'intéresser au sort de ces malheureux, on ne rencontre que du mépris.

En 1926, 16 pupilles ont été remis à leur famille. Ce nombre était de 21 en 1925 et de 20 en 1924.

Ces sorties anticipées sont accordées dans le courant de l'année et à l'occasion de la fête nationale. Les noms des enfants jugés dignes de cette faveur, sont transmis au Ministre, par l'intermédiaire du Préfet. Une enquête

très approfondie est faite sur la moralité et les antécédents des parents (pères, mères, frères, sœurs, etc.) susceptibles de recevoir l'enfant. A son départ, le pupille dont les parents sont indigents, reçoit sur production d'un certificat d'indigence, le même trousseau que les engagés et les libérés.

Ce retour au foyer de l'enfant prodigue, est la solution idéale du problème de l'enfance coupable.

S'il est difficile, pour ne pas dire impossible, de suivre depuis leur départ de la Colonie, les jeunes gens qui ont été remis à leur famille, il est permis d'affirmer que les récidivistes ne se recrutent presque jamais parmi eux.

D. — L'ENGAGEMENT MILITAIRE

Le jeune homme qui a atteint l'âge de dix-huit ans et qui a mérité, par sa conduite, cette faveur, peut être autorisé à contracter un engagement. Les capacités professionnelles des pupilles et aussi l'attrait de l'aventure, entraînent ceux-ci à prendre du service, de préférence dans les équipages de la flotte; certains arrivent même à passer avec succès leur brevet de mécanicien. Des engagements sont encore contractés dans les compagnies d'ouvriers d'artillerie et dans l'infanterie. L'aviation pourrait également permettre aux pupilles de continuer leur métier de mécanicien. Pendant la guerre, le nombre des enrôlements volontaires, a été considérable; depuis la cessation des hostilités, il est resté chaque année à peu près le même (13 p. 100 de l'effectif).

Nombre d'engagements volontaires de 1914 à 1923

Années	Nombre d'Engagements	Années	Nombre d'Engagements
1914	53	1919	36
1915	23	1920	36
1916	27	1921	13
1917	58	1922	36
1918	9	1923	23

Nombre d'engagements (1924, 1925, 1926)

Années	Infanterie ou commis d'Artillerie	Flotte	TOTAL
1924	10	19	29
1925	4	8	12
1926	9	17	26

On constate qu'il y a quatre fois plus de placements que d'engagements; puisque, à l'heure actuelle, les placements industriels sont rares, que les placements agricoles ne correspondent pas à l'éducation professionnelle donnée aux enfants, il y aurait intérêt à pousser les pupilles vers la carrière militaire.

Il suffirait d'intensifier la préparation militaire pour ceux dont les aptitudes physiques seraient suffisantes et qui pourraient ainsi préparer le brevet de préparation militaire élémentaire.

L'engagement est une solution que les pupilles d'Aniane envisagent du reste avec faveur, et nous ne

serions pas éloignés de croire que si la remise aux parents n'est pas possible, c'est encore dans l'armée, cette grande famille, où ils sont le mieux accueillis.

Rappelons que sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, délivré à l'autorité militaire, ne figure pas l'acquiescement prononcé en vertu de l'article 66 du Code Pénal.

Les engagés rencontrent immédiatement des camarades, qui ne se préoccupent pas de savoir d'où ils viennent et qui n'éprouvent à leur égard aucune suspicion. Sous l'habit militaire, les pupilles se voient pareils aux autres, traités d'égal à égal et c'est, pour eux, la meilleure satisfaction.

M. le commandant Julien, membre du Comité de Défense, mettait ses collègues en garde, dans la séance du 1^{er} février 1922, contre les illusions des patronages, en ce qui concerne les effets de l'engagement militaire en temps de paix : « A cinq heures, le jeune soldat peut sortir de la caserne, et les distractions qui s'offrent à l'ancien pupille de la colonie pénitentiaire, n'ont en général, rien de moralisateur ».

Mais pourquoi supposer que les distractions d'un soldat seront malsaines ou dangereuses ? Les propos gaulois ne sont pas, pour ceux qui les tiennent, une preuve d'inconduite. Combien de soldats, à la fin de la journée, préfèrent une partie de carte à la cantine, aux joies d'une sortie en ville ! La gaieté cordiale et truculente de nos casernes ne peut être pour les pupilles qu'un élément de moralisation. Ce n'est pas un paradoxe. Le premier contact avec la vie ne les effarouche pas ; classés dès le premier jour dans un groupement d'hommes

qui ne les repousse pas, leur réadaptation est certaine.

Au moment de son engagement, le pupille reçoit le même trousseau que ceux qui sont définitivement libérés : Deux chemises, un caleçon, deux mouchoirs, un complet de drap, une cravate, un chapeau ou casquette, un tricot de coton en hiver, une paire de souliers, une paire de chaussettes. Sa tenue ne le signale donc pas à l'attention.

**

La loi sur le recrutement de l'armée prévoit que le mineur de 18 ans, qui désire contracter un engagement, doit justifier du consentement de ses père, mère ou tuteur ; le directeur d'Aniane, le cas échéant, sollicite cette autorisation. Nous signalons à ce sujet, qu'une lettre en date du 12 décembre 1864, du Ministre de la Guerre au Ministre de l'Intérieur, précisait que la loi de 1850 créait une sorte de tutelle administrative substituant l'Administration, aux pères, mères, indignes, la plupart du temps, de diriger l'éducation de leurs enfants ; que l'autorisation du directeur de l'établissement pénitentiaire pouvait donc être suffisante.

E. — LA LIBÉRATION DÉFINITIVE

Pour connaître les résultats du système d'éducation donné à Aniane, nous considérerons comme un élément d'appréciation certain, le nombre des libérations définitives.

Dans une colonie modèle, aucun pupille ne devrait atteindre le terme qui a été fixé à son internement, tous les jeunes gens, envoyés en correction, étant susceptibles par leur conduite, d'obtenir leur libération anticipée. Mais certains, et ils sont encore trop nombreux, n'ont pas mérité ou n'ont pas su conserver l'estime de leurs chefs; ils ont fait preuve de mauvaise volonté, et doivent attendre dans l'établissement, jusqu'au dernier jour, une liberté qui sera, pour eux, redoutable.

En 1926, pour un effectif moyen de 215 pupilles, il y a eu 63 libérations définitives.

Nombre des libérations définitives

ANNÉES	EFFECTIF AU 31 DÉCEMB.	LIBÉRATIONS DÉFINITIVES
1924	194	26
1925	219	41
1926	188	63

Une légère augmentation est donc à signaler pour l'année 1926.

Parmi ces jeunes gens, nous retrouvons dans une proportion considérable, les évadés, ceux qui, après un semblant de bonne conduite, ont déserté le poste qu'on leur avait assigné et qui n'ont pas obtenu une nouvelle mesure de faveur; les récidivistes de l'évasion qui, à plusieurs reprises, ont su capter une confiance dont ils n'étaient pas dignes.

Ceux-là constituent un véritable danger et leur relèvement est bien problématique.

Nous nous demandons si, après une première évasion

d'un placement, il ne conviendrait pas de refuser la faveur d'un nouveau placement. On a bien dit qu'il ne fallait jamais désespérer d'un enfant ! Mais les évasions ne seraient-elles pas moins nombreuses si les pupilles savaient que les évadés ne pourront jamais plus, quel que soit leur repentir, être à nouveau placés à l'extérieur de la Colonie ?

Nous avons pu voir à Aniane un jeune homme de 20 ans, qui après trois évasions, attendait en cellule sa libération définitive. Peut-on espérer pour lui un reclassement ?

Il y a cependant aussi parmi les pupilles libérés définitivement, des malheureux qui ont eu une bonne conduite, mais leur débilité ne leur a pas permis de contracter un engagement ou d'être placés chez des agriculteurs ; d'un autre côté, ils n'ont pas de famille ou ne peuvent être remis à des parents indignes. Ces enfants, plus que tous les autres, ont besoin d'être soutenus et encouragés après leur sortie.

Quelle que soit la mentalité de ces jeunes libérés définitifs dont quelques-uns, nous n'en doutons pas, se souviennent des enseignements qu'on leur a donnés, l'Administration se préoccupe de ne pas les jeter dans la rue sans ressources.

Chaque pupille reçoit le trousseau complet dont nous avons déjà donné le détail.

En outre, le contremaître avec lequel il a été employé lui délivre un certificat de travail. A ce propos, nous devons préciser que cette pièce, d'un secours précieux pour l'enfant, ne porte aucune indication rap-

pelant le séjour du pupille dans l'établissement. Un certificat sur imprimé spécial, serait évidemment une carte d'identité qui rappellerait la carte jaune du forçat. Toutes ces précautions seraient inutiles si, comme nous ne cessons de le répéter, on arrivait à persuader à la foule qu'un pupille d'un établissement pénitentiaire n'est pas nécessairement un malfaiteur. Si la Colonie d'Aniane arrive à former de bons demi-ouvriers, pourquoi les industriels hésiteraient-ils à recruter parmi eux une partie de leur personnel? Ils hésitent pourtant parce que ce sont des « colons », toujours des « colons », et qu'ils les redoutent.

Enfin, conformément au règlement de 1869, le directeur quelques temps avant la libération, prend des renseignements sur la famille du pupille et s'assure qu'il n'y a aucun danger à le lui confier. Si les renseignements sont défavorables, il essaye de trouver à l'enfant une place qui lui permette de continuer le métier appris dans la Colonie.

C'est là une situation d'autant plus délicate que le jeune homme une fois libre, aura des tendances, pour bien marquer qu'il n'est plus obligé d'obéir, à ne pas se présenter chez le patron dont on lui aura donné l'adresse.

Pour préparer les pupilles à la vie qui va commencer pour eux, M. Edouard Julhiet propose de les soumettre avant leur libération à une épreuve de demi liberté. Il prévoit que les jeunes gens pourraient à la fin de leur séjour, être placés sous un régime leur laissant une certaine latitude: « Des conférences appropriées, les

remettront au courant de la vie publique du pays, de son organisation, des événements généraux qui y surviennent; on les préparera à l'avance à se reclasser dans les groupements, pouvant leur assurer une camaraderie ou une direction honnête ».

Mais un pareil programme nous paraît très difficile à appliquer dans la pratique, comment organisera-t-on des conférences, pour apprendre aux futurs libérés la vie publique du pays. Sous quelle forme? A quel moment de la journée?

Dans quelles conditions, d'autre part, pourrait être préparé le reclassement dans les divers groupements? Tous ces vœux théoriques auront sans doute le destin de ceux qui les ont précédés et ne seront jamais mis en application. Au moment de sa libération, l'enfant doit avoir en main, tout ce qui peut faciliter sa réadaptation: une instruction primaire suffisante, un métier qui lui permette de vivre. Bien entendu, on doit l'aider à rechercher une camaraderie honnête, mais ces relations ne se préparent pas d'avance.

F. — L'APPEL SOUS LES DRAPEAUX

La correction ne s'étendait pas autrefois au-delà de l'âge de 20 ans, pour les mineurs acquittés et l'appel sous les drapeaux avait lieu au cours de la vingt-et-unième année. Aucun pupille de l'Administration pénitentiaire, sauf l'engagé, ne passait donc directement de la Colonie à la caserne. Plus tard, la loi du 12 avril 1906, a étendu la correction jusqu'à la majorité civile, et la loi du 7 mai 1913, a ramené l'âge de l'incorporation

à la vingtième année. La conscription a ainsi atteint à la Colonie, d'abord une fraction peu importante de chaque contingent, puis la totalité des mineurs de chaque classe.

Par une circulaire du 13 octobre 1913, le Garde des Sceaux décidait même que les pupilles, soumis à la correction jusqu'à leur majorité, seraient cependant incorporés à la date fixée par l'ordre d'appel adressé à chacun d'eux.

La loi du 1^{er} avril 1923, tout en fractionnant l'incorporation des jeunes recrues en deux contingents, n'a pas modifié l'âge de l'incorporation. Mais la nouvelle loi qui est en préparation, fixe à nouveau cet âge à 21 ans. La conscription n'englobera donc plus, que les mineurs envoyés en correction jusqu'à leur majorité et le nombre d'appelés sera de ce fait très réduit.

Nombre des appels sous les drapeaux

ANNÉE	APPELÉS
1924	20
1925	25
1926	35

Les appelés reçoivent le même trousseau que les libérés; ils sont incorporés dans les mêmes conditions que les jeunes gens de leur classe.

*
**

Au point de vue du reclassement des pupilles, il est certain que le passage de la Colonie à la caserne, présente de sérieux avantages, la réadaptation du jeune homme se fait plus vite, la discipline qui lui sera imposée ne le surprendra pas. De même que les engagés, il trouvera dans le milieu militaire de vrais camarades, qui ne lui demanderont jamais son origine. Il sera, en outre, séparé du milieu qui lui a été défavorable et qu'il aurait peut-être rejoint. En un mot, le relèvement du pupille se poursuit à la caserne avec plus de chances de succès que dans la vie civile; sans compter qu'il lui est possible de trouver dans l'armée, en rengageant, une situation enviable.

En présence de l'efficacité de la vie militaire sur le redressement du pupille, une modification semble s'imposer, dans le texte de l'article 66 du Code Pénal, qui prévoit l'envoi en correction « pendant le nombre d'années que le jugement déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura atteint l'âge de 21 ans ». Pratiquement les tribunaux prononcent des envois en correction, jusqu'à 18, 20 et 21 ans.

Or, avec la nouvelle loi militaire, tous les enfants élevés dans la Colonie jusqu'à 18 et 20 ans, seront renvoyés dans leur famille, ou dérigés chez un patron lorsqu'ils auront atteint cet âge.

Ces libérations sont loin d'offrir les garanties de réadaptation de l'appel sous les drapeaux.

Le pupille de 20 ans, au jour de sa sortie, se demandera même s'il est bien nécessaire de travailler, de se

créer une situation, pendant les douze mois qui précéderont son incorporation. C'est pourquoi, le juge ne devrait pas déterminer le nombre d'années pendant lequel l'enfant restera dans la colonie et l'article 66 pourrait être ainsi rédigé: « Le prévenu... sera selon les circonstances, conduit dans une colonie pénitentiaire, pour y être élevé et retenu pendant un nombre d'années *indéterminé* qui ne pourra excéder l'époque où il aura atteint l'âge de 21 ans ». Ce serait une première application de la théorie des sentences indéterminées; elle pourrait d'autant mieux être appliquée en cette circonstance, que les envois en correction excluent toute idée de peine.

Le magistrat est absolument incompétent pour préciser si à 18 ans ou à 20 ans, le reclassement du pupille sera possible. Seul, le directeur de l'institution qui reçoit l'enfant, peut se rendre compte de son amendement; une nouvelle disposition de la loi lui permettrait, dans ce cas, de le faire bénéficier d'une libération anticipée ou d'un placement; si, par contre, l'enfant apparaissait comme indiscipliné et rebelle, il pourrait rester à la Colonie jusqu'à 21 ans, et il ne quitterait l'établissement, que pour aller à la caserne. Cette transition nécessaire entre la vie de la Colonie et la vie civile aurait, en bien des cas sur le caractère de ces pupilles, la meilleure influence.

Dans le rapport qu'il présentait au Comité de Défense (Séances des 1^{er} et 5 avril 1922, M. E. Julhiet, précisait que les pupilles devant quitter la Colonie pour aller directement au régiment, devraient être préparés d'avance à cette vie militaire qui précèdera pour eux,

la liberté civile. Il faudrait que l'éducation militaire de ces jeunes gens soit évidemment complétée. Avec les pupilles susceptibles de contracter un engagement, ils pourraient former un groupe qui, sous la direction d'un instructeur qualifié, suivraient des cours spéciaux (une demi-heure, par exemple, par semaine), leur permettant d'obtenir le brevet de préparation militaire élémentaire.

G. — LE PATRONAGE

Mais qu'il s'agisse de libération par engagement ou par remise à la famille, de libération définitive, d'appel sous les drapeaux, ces diverses situations imposent à l'Administration des devoirs qu'elle s'efforce de remplir et des charges qu'elle assume dans la mesure du possible.

Dans ce but, la Colonie d'Aniane (comme du reste, toutes nos colonies publiques) est dotée d'un Comité de patronage dont la caisse est alimentée par des subventions de l'Etat, des dons de particuliers et, depuis peu, par les sommes que versent les propriétaires, à l'occasion de l'embauchage d'un pupille ou du renouvellement des contrats de travail (1).

Constitué en 1890, placé sous la présidence d'honneur du Préfet et la présidence effective du directeur secondé par l'Instituteur chef et le comptable, ce Comité offre une tutelle bénévole aux pupilles libérés avant l'expira-

(1) 2 p. 100 du montant total des gages au moment de la signature du contrat, 1 p. 100 au moment du paiement de chaque trimestre, 3 p. 100 à chaque renouvellement du contrat.

tion de la correction et restant, ainsi, sous le contrôle de l'Administration; il étend son action aux libérés à titre définitif qui acceptent d'en faire partie; il cherche à maintenir un lien entre l'établissement et le libéré provisoire qu'il soit au régiment ou dans sa famille. L'action du patronage se manifeste ordinairement par des soins moraux et des secours matériels. Des conseils, des directives, des encouragements donnés par correspondance, des interventions discrètes auprès des chefs peuvent avoir sur l'avenir de l'ancien pupille des conséquences bienfaisantes.

Pendant la guerre, le patronage a rendu d'immenses services, en secourant matériellement surtout, les pupilles mobilisés, en permettant à ceux d'entre eux qui étaient permissionnaires ou convalescents de séjourner à la Colonie. Il a conservé depuis une activité qu'il n'avait jamais connue. Le capital en caisse varie actuellement entre 12 et 15.000 francs; il était, au 31 décembre 1919, après la guerre, de 551 fr. 06. Lorsque les pupilles sont libérés, le Directeur leur demande s'ils veulent faire partie du patronage; beaucoup acceptent, d'autres refusent. Cette liberté laissée aux enfants est d'une bonne politique; si on les obligeait à s'insérer au patronage, ils éviteraient, par la suite, de rester en relation avec l'établissement.

La caisse du patronage permet encore aux pupilles placés d'acheter des vêtements de travail avec une réduction de 50 à 60 p. 100 sur les prix du commerce. Les sommes ainsi avancées sont remboursées par les patrons au moment du paiement des gages. Une pratique suivie à Mettray pourrait être adoptée à Aniane: Le

patronage fournit aux libérés les outils nécessaires à l'exploitation de leur profession.

Le patronage devrait cependant s'occuper plus activement, d'aider les pupilles libérés à trouver du travail. Nous serions même d'avis que le patronage aurait intérêt à faire appel pour accomplir cette mission importante, aux œuvres privées constamment en rapport avec des patrons, des industriels, qui, par leurs conseils, leurs encouragements, peuvent achever l'œuvre de reclassement. Du choix du patron, du premier patron surtout, dépend quelquefois toute la vie du pupille libéré.

Il nous aurait été possible de faire état de lettres d'anciens colons dans lesquelles en termes touchants ceux-ci rappellent leur séjour dans la colonie dont ils conservent un bon souvenir, des correspondances échangées avec les familles qui remercient le Directeur de l'éducation donnée à leur enfant dans l'établissement.

Ces marques extérieures d'affection ne suffisent pas à prouver les bienfaits d'une éducation.

Il ne nous a pas été possible, au cours de nos recherches, de connaître le chiffre, même approximatif des récidivistes, anciens pupilles d'Aniane; on a prétendu devant nous que le pourcentage en était effrayant. Nous nous élevons contre de pareilles affirmations qui ne reposent sur aucune base sérieuse. Il y a des récidivistes, soit! L'organisation actuelle de la Colonie d'Aniane, nous permet d'affirmer que depuis quelques années, leur nombre est en décroissance.

Tableau comparatif indiquant la situation de la Colonie d'Aniane depuis 1912
et les résultats obtenus

Années	Effectif au 31 Décembre	Libérations définitives	Libérations provisaires	Engagements	Placements	Somme.s gagnées par les placés ou vendeurs	Evasions	Envois à la Colonie correctionnelle	Montant des travaux effectués dans l'établissement
1912	368	27	5	5	53	2.915.60	49	28	26.880.73
1913	333	83	11	11	31	5.778.70	95	21	127.180.02
1914	191	78	8	53	19	2.889.20	29	90	75.249.16
1915	246	45	3	23	5	1.275.45	7	26	18.943.17
1916	249	46	5	57	59	5.462.30	19	26	32.528.10
1917	210	14	18	58	120	13.775.85	20	54	40.303.70
1918	280	4	30	9	139	34.749.45	17	7	53.853.80
1919	325	18	52	36	109	37.549.10	13	6	117.167.71
1920	269	15	54	36	133	43.638.45	10	14	149.315.67
1921	280	18	43	13	101	40.951.50	22	15	244.418.75
1922	219	21	55	36	165	52.833.50	24	13	258.841.90
1923	273	15	56	23	124	52.947.75	16	8	209.328.44
1924	194	26	20	29	85	12.732.50	34	7	
1925	219	41	21	12	83	35.121.60	11	20	240.609.77
1926	188	63	16	26	90	50.984.08	16	26	316.851.49
							32 abandons de placement		

CONCLUSION

Il résulte nettement de toutes nos observations, que la Colonie d'Aniane, malgré les améliorations intervenues, présente encore des lacunes.

Mais — nous le faisons remarquer au début de notre travail — les critiques formulées à propos de cet établissement intéressent au plus haut point les autres colonies publiques qui sont régies par le même règlement; or, c'est dans l'application de ce règlement que des modifications s'imposent.

Dès lors, nous avons quelquefois soulevé des questions d'une portée très générale; on ne peut nous en faire un grief: le problème du relèvement de l'enfance coupable domine l'étude que nous avons entreprise.

Nous avons nettement affirmé qu'il ne nous paraissait pas indispensable de modifier, ainsi que le projet de règlement l'envisage, l'appellation de Colonie Pénitentiaire pour la remplacer par celle de: « Ecole de Réforme » ou d' « Education »; cette nouvelle dénomination qui peut rappeler le caractère éducatif des institutions envisagées, n'aura pratiquement aucune influence sur cette éducation. Ce n'est pas, parce qu'Aniane sera une « Ecole Industrielle et de Réforme sociale », qu'elle cessera d'être la « colonie ». De

pareils changements n'ont qu'une importance tout à fait théorique; l'essentiel de la question, réside dans le choix du personnel et dans les méthodes adoptées.

Une spécialisation s'impose pour le directeur, pour les surveillants, pour les instituteurs.

Dans sa séance du 24 juin 1922, le Comité de Défense adoptait à l'unanimité le vœu suivant qui résume nos explications:

« Le Comité émet le vœu:

» 1° Que l'Administration pénitentiaire désigne pour diriger les Colonies Pénitenciaires les candidats ayant donné les preuves de l'intérêt qu'ils portent au relèvement de l'enfance et ayant fait leur carrière dans la Colonie Pénitenciaire et de préférence parmi les fonctionnaires mariés;

» 2° Qu'elle évite dans ces établissements les mutations trop fréquentes de ces fonctionnaires;

» 3° Qu'elle fasse une sélection dans le recrutement des surveillants des colonies et qu'elle choisisse de préférence des candidats qui demandent à être placés dans les colonies plutôt que dans les prisons;

» 4° Que pour préparer ces surveillants à leur double mission d'éducation et de relèvement des mineurs, il soit créé une école spéciale et préparatoire;

» 5° Que le personnel des colonies pénitenciaires ainsi spécialisé ait une situation plus avantageuse que celle du personnel des autres établissements pénitenciaires qui n'a qu'une mission de garde alors que ce personnel a en outre une mission d'éducation;

» 6° Il est désirable que l'Administration pénitentiaire fasse autant que possible appel au concours des femmes pour assurer l'éducation de ses plus jeunes pupilles ».

A notre avis, la participation des femmes pourrait se concevoir pour des pupilles plus âgés et nous sommes heureux de pouvoir nous appuyer sur l'autorité de M. Paul Kahn qui, dans cette même séance, a spécialement signalé les services que « les religieuses étaient en mesure de rendre ».

Il est regrettable que le vœu du Comité de Défense ne s'explique pas sur les instituteurs. Pour être plus complet, il aurait dû prévoir :

Que les instituteurs doivent uniquement être choisis parmi les instituteurs publics, portant de l'intérêt au redressement de l'Enfance; que ces instituteurs soient chargés, à l'exclusion de tout autre service, de l'instruction primaire et de l'éducation morale.

Non moins importante est encore la nécessité de réduire les effectifs de nos colonies publiques, en particulier, celui d'Aniane (218 au 31 juillet 1927). On ne semble pas disposé, en France, à vouloir réduire le nombre des pupilles. C'est au moment où tout le monde répète l'axiome: « L'agglomération, voilà l'ennemi », que l'Administration supprime six colonies de garçons. Faut-il citer l'exemple de l'établissement de Sonnenberg près de Lucerne, qui recueille tout au plus de 50 à 60 enfants?

Notre attention a été attirée à Aniane sur l'emploi du temps actuellement en vigueur et qu'il faudrait

modifier: les heures de classe ne sont pas suffisantes, la place accordée aux exercices physiques aux leçons de gymnastique est trop réduite.

Il serait fastidieux de reprendre les unes après les autres les observations que nous avons déjà faites; ce sont des considérations générales qui ont été formulées bien souvent et dont s'est enfin inspiré le projet de règlement en préparation.

Mais il est un point très important qui ne doit pas être perdu de vue et qui intéresse particulièrement la Colonie d'Aniane: c'est l'éducation professionnelle.

Le travail est un agent de moralisation puissant; un bon apprentissage a, sur l'avenir du pupille, une influence énorme; s'il a été un bon apprenti, il sera un bon ouvrier. Ces principes doivent présider à l'éducation presque exclusivement industrielle de la Colonie d'Aniane.

Les résultats obtenus jusqu'ici, peuvent être améliorés, non pas au point de vue de la production (le rendement est bien suffisant), mais au seul point de vue de l'apprentissage d'un métier. On veut faire produire trop vite à un enfant inexpérimenté une quantité de travail déterminé; une pareille pratique est nuisible à l'éducation professionnelle. Le système du travail en régie permet, justement, d'éviter l'exploitation de l'enfant par les entrepreneurs, âpres au gain; il ne faudrait pas que l'Etat, pour réduire les dépenses relatives à ses établissements pénitentiaires, devienne, à son tour, trop intéressé.

Les améliorations qui s'imposent sont d'autant plus utiles que les établissements industriels sont indis-

pensables pour le reclassement des pupilles. « En France, vous êtes trop riches, déclarait le Secrétaire Général au Congrès Pénitentiaire de 1895, après sa visite à la Colonie de Montesson, vous élevez dans des palais les enfants pauvres ; nous, nous les mettons dans des villas pour les préparer à la vie paysanne. Avec les sommes qu'a coûté ce mur de clôture, je fais, en Suisse, une colonie de 60 enfants ».

Nous avons vu que la « Vie Paysanne » n'était pas cependant le régime idéal, que des établissements industriels comme celui d'Aniane, des usines et non pas des palais étaient nécessaires pour recevoir les enfants venus de la grande ville. Sans doute, on peut déplorer que la Colonie d'Aniane soit située dans un pays exclusivement agricole ; il suffirait, pour atténuer cet inconvénient, de donner aux placements industriels plus d'extension.

On veut essayer de compléter le travail manuel par un enseignement théorique. Cette innovation ne donnera pas les résultats qu'on en espère, car un enseignement, même dirigé par des techniciens, n'aidera pas dans ce milieu, à la formation de véritables ouvriers.

En somme, la Colonie d'Aniane devrait être mieux outillée en personnel et préparer par un apprentissage plus méthodique, la réadaptation de ses pupilles.

Cependant, nous devons constater, au point de vue disciplinaire, une grande amélioration. N'était-on pas décidé, en 1917, à créer un quartier cellulaire plus étendu, pouvant contenir, si cela était nécessaire, l'effectif total de l'établissement ? C'est dire l'efferves-

cence qui agitait la Colonie; les pupilles se révoltaient alors contre une discipline trop sévère.

Aujourd'hui, Aniane ne mérite plus la réputation qui lui a été faite. Nous avons pu nous rendre compte que les infractions graves, telles qu'actes de violences entre pupilles, rébellion à l'égard des agents, avaient complètement disparu; du reste, le nombre restreint des enfants (quatre jusqu'au 31 juillet) envoyés à la Colonie d'Eysses, en 1927, vient étayer cette affirmation.

Mais ces améliorations et toutes les modifications qui pourront être apportées aux règlements en vigueur ne suffiront pas à modifier l'état d'esprit dont nous avons parlé; la défaveur dans laquelle est tenue la Colonie d'Aniane persistera.

Et par conséquent, il faut, sans retard, lutter contre cette mentalité; il faut vulgariser les résultats obtenus dans nos établissements pénitentiaires, faire connaître par la voie de la presse, l'organisation actuelle et la vie de nos colonies, intéresser ceux qui reçoivent une instruction supérieure et qui peuvent plus tard être appelés à participer d'une manière effective, au problème social de l'enfance coupable. Comme le disait un juriste espagnol (1) : « Du relèvement d'un jeune homme dépend le bonheur d'une génération ».

Le reclassement des pupilles ne sera vraiment une certitude, que le jour où, du haut en bas de l'échelle sociale, tous ceux qui sont appelés à vivre près de ces

(1) Pedro Armengol et Cornet.

enfants, auront conscience de leurs devoirs, les aideront à persévérer dans le bien. Ce ne sont pas des phrases vaines que nous voudrions écrire, car il est désespérant de constater la façon dont sont considérés les pupilles d'Aniane. Chacun a à raconter sur leur compte des histoires scabreuses; lorsqu'ils sont en dehors de la Colonie, on les pousse à évoquer leur triste passé et on écoute leurs vantardises avec complaisance; leur redressement importe peu. Et cependant si, au lieu d'une bienveillance cynique, ils rencontraient autour d'eux des affections, ils resteraient honnêtes.

Ceux qui doutent que la Colonie d'Aniane puisse réformer les enfants pervers, ne doivent pas oublier que les imperfections de l'institution ne sont pas les seules causes qui créent des récidivistes, le doute qu'ils propagent autour d'eux est également pour beaucoup dans les résultats parfois décevants qui sont obtenus.

Mais nous tous, qui espérons fermement que les jeunes délinquants peuvent être rééduqués, qu'il est parfaitement possible de modifier leurs instincts pour si mauvais qu'ils soient, nous devons combattre de toutes nos forces les opinions erronées, les mensonges qui rendent vains les efforts accomplis par des cœurs généreux.

BIBLIOGRAPHIE

- VIDAL (Georges) et MAGNOL (Joseph). — Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire, 1921.
- COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE DE PARIS. — Code de l'Enfance, 2 vol., 1904.
- ROUX (Roger). — Le travail dans les Prisons et en particulier dans les Maisons centrales, 1901.
- COMPANS (Prosper). — De l'exécution de la peine appliquée aux jeunes délinquants, 1896.
- LAMY (Charles). — Des régimes pénitentiaires envisagés au point de vue de l'amendement, Paris 1899.
- HAUSSONVILLE (Vicomte d'). — Les établissements pénitentiaires en France et aux Colonies.
- BUCQUET. — Tableau de la situation morale et matérielle des détenus.
- RECQ, JUST, DAUTRESME. — Rapports sur les pupilles de l'administration pénitentiaire aux armées.
- ALIS (Harry). — La Colonie Agricole de Mettray (Etude parue dans *Le Journal des Débats* en 1897).
- MAGNOL (Joseph). — Une visite à Mettray (Discours prononcé le 3 décembre 1899).
- Rapport d'ensemble présenté par l'Inspection Générale des Services Administratifs*, 1927.
- Annuaire du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence* (fondateur, H. Rollet), année 1924.
- Revue Pénitentiaire*, années 1894, 1896 à 1924 et notamment :
- PUIBARAUD. — Condition des enfants sortant des Maisons de correction, *Revue Pénitentiaire*, 1897-1898.
- Essai d'un plan de réforme de la loi de 1850 sur l'éducation correctionnelle, *Revue Pénitentiaire*, 1894.
- JOLY (H.). — De l'enfance coupable et des Maisons de correction à l'heure actuelle, *Revue Pénitentiaire*, 1900.
- NAUD (directeur de la Colonie d'Aniane). — Monographie d'Aniane, 1919.
- Rapport sur les pupilles anormaux.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

§ I. — *Considérations Générales.*

Les améliorations apportées en France au problème de l'éducation de l'enfance coupable.

Les colonies publiques ont été d'objet de vives critiques.
Résumé de ces critiques.

But de l'ouvrage : Rechercher si les critiques formulées contre la Colonie d'Aniane sont fondées.

§ II. — *Historique de la Colonie d'Aniane, sa situation, description sommaire.*

§ III. — *La Colonie d'Aniane pendant la guerre.*

PREMIÈRE PARTIE. — La vie dans la Colonie

A. — LE PERSONNEL :

Le personnel administratif, le personnel de surveillance.

§ I. — *Le directeur.*

§ II. — *Les instituteurs.*

§ III. — *L'instituteur technique.*

§ IV. — *Les surveillants.*

§ V. — *La participation des femmes à l'œuvre de redressement de l'enfance coupable.*

§ VI. — *Le conseil de surveillance. ...*

B. — LES PUPILLES :

Répartition, Origine. Critiques.

§ I. — *Le régime physique :*

- a) Le régime alimentaire (critique : insuffisance de ce régime).
- b) L'état sanitaire, service médical (nous préconisons l'emploi de religieuses dans le service de l'infirmerie).
- c) L'éducation physique et les sports : manque d'organisation.
- d) Les soins de propreté corporelle.

§ II. — *Instruction primaire :*

Insuffisance du temps consacré à l'enseignement.

La situation scolaire des pupilles d'Aniane.

§ III. — *Education morale et religieuse :*

Rôle effacé de l'aumônier.

L'éducation morale est négligée faute de temps.

Les relations avec la famille, élément de moralisation.

Les enfants anormaux, précautions à prendre.

§ IV. — *Enseignement professionnel :*

Son caractère industriel ; diversité des travaux.

L'organisation du travail en régie.

Le travail des pupilles élément de moralisation.

Le travail proportionné aux forces des pupilles.

La non rétribution du travail dans la Colonie.

Le manque de méthode dans l'apprentissage.

La production industrielle d'Aniane au profit de l'Etat.

Faut-il organiser un enseignement technique ?

L'exploitation agricole. Son peu d'importance à Aniane malgré les agrandissements effectués.

§ V. — *Régime disciplinaire :*

La suppression des commandements militaires.

a). *Les récompenses :* énumération, critiques.

L'obtention du tableau d'honneur, des grades ne devrait entraîner aucune augmentation de nourriture.

Les grades ne devraient donner aucune autorité à l'enfant.

Les emplois de confiance : les changements d'ateliers, inconvenients.

Les récompenses particulières à la Colonie d'Aniane : le port des cheveux, le port des souliers.

b) *Les punitions* : Intervention du directeur, Le Prétoire. Énumération des punitions, leur application à Aniane.

Les évasions : Ne faudrait-il pas éviter de ramener dans la Colonie ceux qui se soustraient trop longtemps aux recherches.

Tableau des punitions.

Diminution des infractions graves à Aniane.

DEUXIÈME PARTIE. — La sortie de la Colonie

Le pupille reste digne d'intérêt après sa sortie.

Les libérations anticipées dont peut bénéficier le pupille :

A. — LE PLACEMENT PROVISOIRE.

Conditions du placement. Nombre des placements (tableaux comparatifs). La difficulté des placements industriels.

La mentalité déplorable des patrons. Inefficacité des visites du directeur. Mise au point qui s'impose.

Les équipes viticoles, comparaison entre leur fonctionnement actuel et les anciennes dispositions.

B. — LE PÉCULE :

Sa constitution. Différence avec le pécule des condamnés.

C. — LA REMISE AUX FAMILLES :

Nombre restreint des pupilles remis à leur famille. Causes. Le retour au foyer est pourtant la solution idéale du problème de l'enfance coupable.

D. — L'ENGAGEMENT MILITAIRE :

Le nombre des engagés.

L'intérêt de cette solution pour les pupilles.

E. — LA LIBÉRATION DÉFINITIVE :

Nombre des libérés. Quelles catégories de pupilles sont obligées d'attendre leur libération définitive. Les circonstances de la libération.

F. — L'APPEL SOUS LES DRAPEAUX :

L'appel sous les drapeaux est préférable à la liberté civile. Il constitue une transition heureuse. Nombre des appelés. Modifications possibles de l'article 66 du Code Pénal ; les sentences indéterminées.

G. — LE PATRONAGE :

Organisation. Son rôle. Extension possible du patronage pour les placements des libérés définitifs.

Tableau comparatif indiquant la situation de la Colonie d'Aniane depuis 1912 et les résultats obtenus.

CONCLUSION :

La portée générale des critiques que nous avons formulées.

Le peu d'intérêt d'une appellation autre que celle de colonie pénitentiaire.

L'importance de la spécialisation du personnel, de la réduction des effectifs.

L'importance de l'apprentissage industriel.

La nécessité des établissements industriels.

Amélioration de la Colonie d'Aniane au point de vue disciplinaire.

La lutte contre l'opinion qui tend à considérer la Colonie d'Aniane comme un « bagne d'enfants ».

Montpellier, le 3 octobre 1927.

Vu :

Le Président de Thèse :

GABOLDE.

Montpellier, le 20 octobre 1927

Vu :

Le Doyen :

M. MOYE.

Montpellier, le 22 octobre 1927.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur :

J. COULET.

